



Office fédéral de l'environnement OFEV

Le Conseil fédéral intègre les principes de l'approvisionnement en roches dures dans le plan sectoriel des transports

Berne, 12.12.2008 - Chaque année, la construction et l'entretien des routes et des voies ferrées requièrent 1,4 million de tonnes de roches dures de qualité supérieure. Afin d'assurer l'entretien des infrastructures de transport tout en évitant à moyen et à plus long terme d'exploiter des carrières de roches dures dans des paysages d'importance nationale, le Conseil fédéral a intégré les principes applicables à l'approvisionnement en roches dures dans le plan sectoriel des transports. La Confédération expose dans le plan sectoriel ses projets en matière d'infrastructures de transport.

Les roches dures jouent un rôle capital dans la construction et l'entretien des infrastructures suisses de transport: chaque année près de 600 000 tonnes de matériel de haute qualité sont requises pour le ballast ferroviaire et 800 000 tonnes pour le revêtement des routes. Les gisements de roches dures de qualité sont toutefois restreints tant en Suisse qu'à l'étranger. En outre, des conflits peuvent surgir entre des projets d'extraction et les intérêts de la protection de la nature et du paysage.

Un arrêt du Tribunal fédéral est à l'origine de cette adaptation: le 13 mars 2007, celui-ci a admis un recours déposé contre l'extension de la carrière d'Arvel à Villeneuve (VD), située dans une zone inscrite à l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP). Dans son exposé des motifs, le Tribunal fédéral exigeait un intérêt national prépondérant pour justifier de graves atteintes à des zones qui sont elles aussi d'importance nationale. Le Conseil fédéral a maintenant complété le plan sectoriel des transports par les principes de l'approvisionnement en roches dures: il fixe par exemple à quelles conditions un site d'extraction est réputé d'intérêt national et stipule que des recherches doivent être entreprises assez tôt hors IFP en vue de garantir l'approvisionnement national à long terme en roches dures. Il est ainsi possible de fournir la preuve requise par le Tribunal fédéral dans le cadre de la planification nationale des infrastructures de transport. A moyen et à plus long terme, des atteintes à des paysages d'importance nationale seront ainsi évitées.

Adresse pour l'envoi de questions:

Reto Camenzind

Office fédéral du développement territorial ARE

+41 (0)31 322 52 66

Auteur:

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

Internet: <http://www.uvek.admin.ch/index.html?lang=fr>

Office fédéral de l'environnement

Internet: <http://www.umwelt-schweiz.ch>

Données en annexe:

[Principes pour l'approvisionnement en roches dures \(pdf, 78kb\)](#) ^{L²}

Office fédéral de l'environnement OFEV

info@bafu.admin.ch | [Responsabilité, protection des données et droits d'auteur](#)

Plan sectoriel des transports, partie Programme

7. Evolutions dans les domaines autres que les infrastructures

Principes concernant l'approvisionnement en roches dures

Pour assurer la construction et l'entretien d'infrastructures de transport d'importance nationale, on doit utiliser chaque année environ 600 000 tonnes de ballast ferroviaire et 800 000 tonnes de matériau concassé pour le revêtement des routes (réseau de base et réseau complémentaire). En raison de la qualité exigée, des processus de production et de la proportion de matériau inutilisable de moindre qualité ou de calibrage inférieur, les besoins annuels en roches dures s'élèvent à quelque deux millions de tonnes de matériau brut. La garantie de l'approvisionnement en roches dures revêt un intérêt national, car cette matière première est cruciale pour assurer la durabilité et la fonctionnalité des infrastructures de transport. A la différence de ce qui prévaut pour d'autres matières premières, les carrières recelant des roches dures de qualité supérieure, utilisables pour les infrastructures de transport, sont très limitées tant en Suisse qu'à l'étranger.

Les gisements de roches dures potentiels se confinent à une bande étroite de territoire s'étirant de la vallée du Rhin saint-galloise au canton de Vaud en passant par la Suisse centrale, l'Oberland bernois et le Valais. La production de ballast ferroviaire de première qualité suppose des conditions géologiques optimales et l'extraction de roches dures pose en général des exigences élevées en matière d'équipement.

Les carrières de roches dures provoquent des atteintes considérables au paysage. Plusieurs projets d'extraction touchent des sites figurant dans l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP). Peu d'endroits se prêtent donc à l'extraction de roches dures de la qualité requise.

L'évaluation actuelle de projets d'extraction, au cas par cas et à court terme, interdit la recherche d'une solution durable et pose un problème de sécurité d'approvisionnement à moyen et long termes en raison de la longueur des procédures de planification. Il est dans l'intérêt de la Confédération de mettre à disposition suffisamment de roches dures pour assurer l'entretien et le développement des infrastructures de transport d'importance nationale et de coordonner au niveau national les projets d'extraction d'une certaine envergure.

Les principes que voici servent à cette coordination. Ils s'appliquent aux sites d'extraction d'intérêt national et prévoient pour le long terme qu'aucune nouvelle carrière de roches dures ne sera ouverte dans une zone IFP et qu'aucune carrière existante n'y sera étendue. La situation d'approvisionnement (relevé 2007) indique toutefois que cet objectif ne saurait être atteint complètement à court terme ni à moyen terme. Pour éviter l'apparition de lacunes d'approvisionnement, la mise en œuvre doit tendre à ce que l'objectif soit atteint au plus tard en 2020. Les cantons demeurent compétents pour autoriser les projets d'extraction individuels. La coordination spatiale et la désignation des sites seront effectuées dans le cadre de la planification directrice cantonale.

Il faut tenir compte des éléments contenus dans le guide pour la planification (ARE et al., 2006) tant pour le développement que pour la planification de nouveaux projets d'extraction.

Principes

1. Afin d'éviter des transports sur de longues distances, préjudiciables à l'environnement, et afin de construire et d'entretenir des infrastructures de transport hautement performantes d'importance nationale, il faut garantir l'approvisionnement durable d'un volume de roches dures correspondant à la moyenne des besoins bruts nécessaires sur le long terme.
2. Un site d'extraction est réputé d'intérêt national s'il permet une production annuelle de 5 % des besoins de la Suisse en ballast ferroviaire de première qualité (env. 30 000 t) ou s'il couvre au moins 10 % des besoins de la Suisse en volume brut de roches dures (env. 200 000 t).
3. On choisira le site d'extraction et les infrastructures de production et de distribution en veillant à ménager les sites et les habitats naturels sensibles, notamment les paysages et les biotopes d'importance nationale ainsi que les habitats dignes de protection selon l'article 18, alinéa 1^{bis} LPN, et leur réseau écologique et les zones habitées. Le projet de carrière est conforme aux dispositions de la LPN en matière de parc. Selon les possibilités, il faut garantir un bon raccordement ferroviaire. Au terme de l'exploitation extractive, des mesures de remise en culture ou de renaturation adaptées au site sont nécessaires.

4. L'intervention est autorisée dans les paysages inscrits à l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP) sous réserve que les buts de protection de l'objet IFP soient intégralement maintenus.
Les nouveaux projets d'extraction à ciel ouvert ou les extensions de carrières existantes qui ne respecteraient pas l'impératif de maintien intégral des buts de protection ne peuvent être autorisés qu'en l'absence de sites extérieurs aux objets IFP pouvant assurer l'approvisionnement national (au sens du chiffre 2) et après une pesée complète des intérêts en présence.
Pour garantir l'approvisionnement à long terme en roches dures, il convient de procéder à une évaluation précoce des sites en dehors des périmètres IFP.
5. Le projet de site d'extraction ne doit conduire ni à une déstabilisation du terrain environnant ni à une nouvelle menace pour la forêt protectrice, les eaux de surface, les eaux souterraines ou les réserves d'eau potable.
6. La mise en œuvre des présents principes sera assurée par la planification directrice cantonale et par les plans d'affectation.
7. Les bases de l'approvisionnement des roches dures seront contrôlées périodiquement.

Explications du plan sectoriel des transports, partie Programme

2.6 Evolutions dans les domaines autres que les infrastructures

Principes concernant l'approvisionnement en roches dures

1. But et justification de l'adaptation

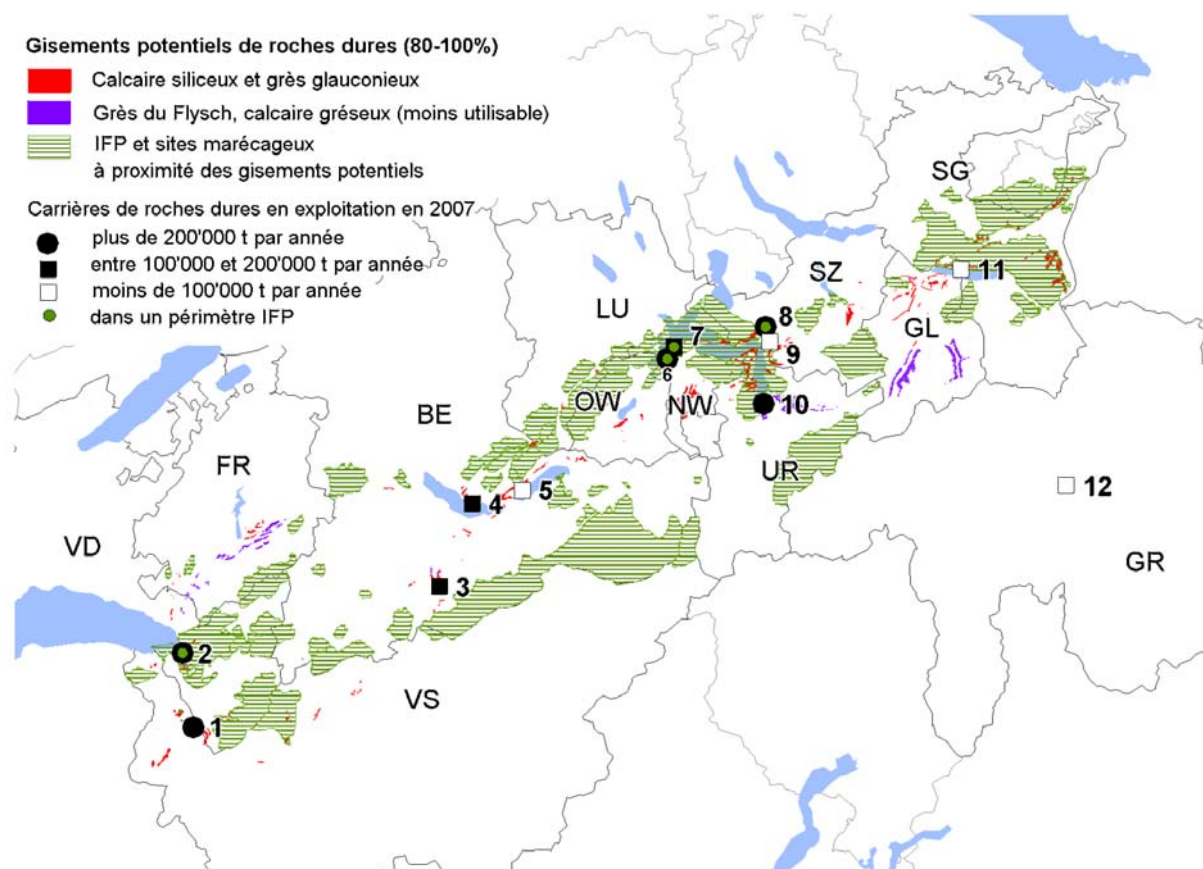
L'adaptation du plan sectoriel des transports a été déclenchée par l'arrêt du Tribunal fédéral du 13 mars 2007 (1A.25/2006) relatif à la carrière d'Arvel. Dans son jugement, le TF demande une coordination contraignante supracantonale ou une planification nationale des carrières de roches dures, lorsque des conflits surviennent dans des zones figurant dans l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP). En conséquence, l'Office fédéral du développement territorial (ARE) et l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) ont entamé l'adaptation du plan sectoriel des transports en le dotant de principes concernant l'approvisionnement de la Suisse en roches dures, car il est crucial pour les infrastructures de transport d'importance nationale que l'on assure l'approvisionnement national en roches dures et que l'on résolve les conflits qui lui sont liés, notamment s'agissant des objets IFP. De plus, la solution la plus simple et la plus efficace aux questions soulevées dans le cadre de l'arrêt du Tribunal fédéral cité consiste à compléter le plan sectoriel des transports en maintenant la compétence d'exécution des cantons en la matière (planification directrice). L'Office fédéral des routes (OFROU) et l'Office fédéral des transports (OFT) ont également été impliqués dans le travail d'élaboration, tandis que des représentants des cantons et des organisations concernées accompagnaient le mandat.

2. Situation de l'approvisionnement de la Suisse en roches dures

Les besoins de la Suisse – un volume brut annuel de 2 millions de tonnes de roches dures (moyenne sur le long terme) – ont été convenus en 2003 à une table ronde entre l'Association suisse des carrières de roches dures (ASC) et les services fédéraux concernés (ARE, OFROU, OFT/CFF, OFEV). Le calcul de ce volume a notamment tenu compte des réflexions menées quant aux alternatives, comme le recyclage ou le remplacement du ballast ferroviaire, l'importation et les développements futurs prévisibles (construction de nouveaux tronçons). Comme l'évaluation des besoins et l'approvisionnement en roches dures peuvent évoluer, les bases devront être contrôlées périodiquement par la Confédération (principe 7). Cette mise à jour se fera en coopération avec les membres de l'ancienne table ronde et des représentants de groupes d'intérêts supplémentaires (p. ex. cantons, organisations environnementales).

Les roches dures (p. ex. les calcaires siliceux, les grès glauconieux, les grès du Flysch et les calcaires gréseux) se caractérisent par une très haute résistance à la compression (plus de 140 N/mm², respectivement 1400 kg/cm²). Lors de la production de ballast ferroviaire de première qualité (600 000 tonnes par année), environ 30% seulement du matériau brut sont utilisables. Le reste des matériaux non utilisés dans le cadre de cette production (environ 800 000 tonnes par année) est transformé notamment en gravillons (pour les revêtements bitumeux) et utilisé sur le réseau routier suisse (réseaux de base et complémentaire). A l'heure actuelle, en Suisse, 12 carrières importantes sont en exploitation (cf. figure 1). Les carrières produisant plus de 200 000 tonnes par année se trouvent presque exclusivement en Suisse centrale et en Valais. Les autres régions comptent des carrières plus petites ou de moyenne taille, qui jouent un rôle important pour l'approvisionnement régional. Elles présentent aussi un intérêt national si elles produisent du ballast ferroviaire de première qualité. Toutefois, la Suisse est trop petite pour être subdivisée en zones d'approvisionnement. La concentration sur un nombre limité de sites présente divers avantages du point de vue national : pour les infrastructures de transport nationales, la fiabilité des livraisons de grandes quantités de roches dures est importante ; en outre, il faut une infrastructure de carrière efficace couplée à la logistique voulue ; comme toute carrière, même de petite taille, fait apparaître rapidement des atteintes bien visibles dans le paysage, on peut minimiser ces atteintes au paysage en se concentrant sur quelques sites ; il est aussi plus facile de garantir le raccordement au rail en se concentrant sur de grands projets (pas un critère d'exclusion).

Figure 1 Vue d'ensemble des carrières de roches dures (d'une certaine importance) en exploitation en Suisse (état : septembre 2007, carte indicative)



Carrières de roches avec indication de leur durée d'exploitation/ de concession

1 Monthey/VS, Choëx (2030)

2 Villeneuve/VD, Arvel (2012)

3 Kandergrund/BE, Blausee-Mitholz (2025, illimitée)

4 Beatenberg/BE, Balmholz (2035, illimitée)

5 Ringgenberg/BE, Rosswald (2025, illimitée)

6 Stansstad/NW, Rüti/Rotzloch (2040)

7 Stansstad/NW, Kehrsiten (2020)

8 Schwyz/SZ, Zingel (2008)

9 Ingenbohl/SZ (2009)

10 Attinghausen/UR (2040)

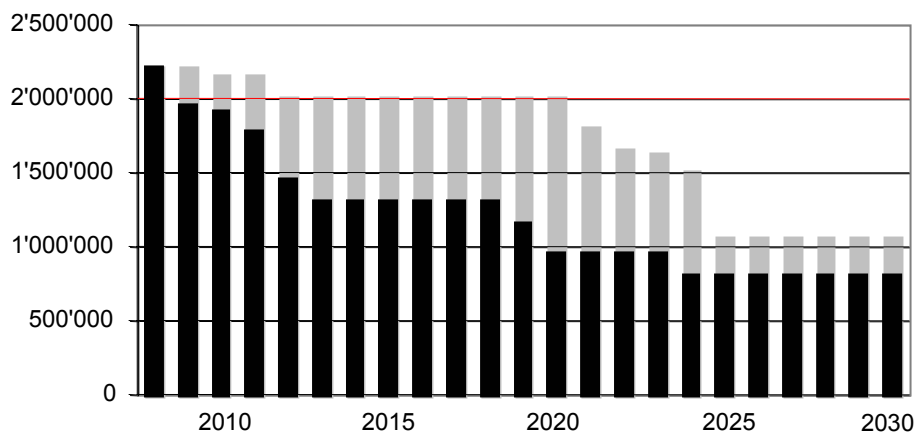
11 Amden, Quinten/SG, Schnür (2012)

12 Sils/GR, Campi (2020), hors des gisements potentiels de roches dures selon la SGK, dernière étape d'extraction

Figure 2 Evolution de la production de roches dures (relevé ARE 2007)

En noir : volume produit dans les carrières de roches dures en exploitation (en t/an),

En gris : part qui serait produite dans les projets d'extension de Zingel et d'Arvel



Selon une enquête de l'Office fédéral du développement territorial auprès des cantons et des entreprises (relevé ARE 2007), les sites d'extraction autorisés ne permettront de couvrir un approvisionnement minimal de 2 millions de tonnes de roches dures par an que jusqu'en 2009. En raison de l'expiration de concessions, le taux d'approvisionnement baissera à 70 % dès 2010 et il atteindra environ 45 % à partir de 2020. L'objectif d'un approvisionnement durable (principe 1) ne sera donc plus garanti que partiellement à partir de 2010.

Les capacités de production des carrières existantes n'offrent qu'une marge restreinte de progression, car la plupart des infrastructures à disposition ne permettent qu'une faible augmentation. A l'instar de la pratique actuelle, on pourra compenser au moins une partie des volumes manquants en s'approvisionnant sur le marché (importations). La figure 2 illustre la lacune d'approvisionnement. On pourrait la combler avec les extensions prévues des projets déjà très avancés de Zingel et d'Arvel. Ces sites se trouvent cependant dans des zones IFP et requièrent encore de ce fait une pesée d'intérêts complète au niveau du canton.

Sous l'angle de la sécurité d'approvisionnement à long terme, il est urgent de prévoir de nouveaux sites. La notion de sécurité d'approvisionnement « à long terme » tient compte du délai de deux à quatre ans nécessaire à la prospection géologique et des quelque dix ans que durent, selon l'expérience, le processus de planification proprement dit (plan directeur cantonal, plan d'affectation, autorisation/concession) et les éventuelles procédures de recours.

Bien que l'approvisionnement en roches dures présente un intérêt national, la planification concrète des projets dans ce domaine n'incombe ni à la Confédération ni aux cantons, mais aux entreprises privées. L'intérêt national se limite aux gisements de matières premières en des sites déterminés. Les entreprises qui exploitent des roches dures ne bénéficient d'aucun régime de faveur et n'obtiennent de ce fait aucun droit à des allègements fiscaux ni un quelconque soutien des pouvoirs publics. La plupart des entreprises font partie de l'Association suisse des carrières de roches dures (ASC) : l'ASC est donc une interlocutrice importante pour les questions relatives à l'extraction et à l'approvisionnement en roches dures.

La Confédération et les cantons ont pour tâche de concevoir des procédures optimales de planification pour garantir d'une part l'approvisionnement en roches dures et pour assurer d'autre part la participation des milieux concernés et permettre une pesée complète des intérêts en présence (tenant compte notamment des intérêts de protection et d'exploitation).

3. Valeur juridique des objets IFP

En cas d'intervention, la Confédération est tenue de respecter les objets IFP dans l'accomplissement de ses tâches au sens de l'art. 2 LPN. La pesée des intérêts en présence est régie par l'art. 6 LPN, qui prévoit que les objets inscrits à l'inventaire IFP méritent d'être conservés intacts ou ménagés le plus possible. Une exception à la règle selon laquelle l'objet doit être conservé intact ne peut être envisagée que si des intérêts équivalents ou supérieurs, d'importance nationale également, s'opposent à cette conservation (intérêt national à une atteinte à l'objet concerné). Du point de vue de la protection de la nature et du paysage, l'état d'un objet ne doit pas être dégradé dans l'ensemble. Les atteintes mineures éventuelles seront pour le moins compensées par d'autres avantages. Pour l'appréciation de la gravité de l'atteinte, référence doit être faite à la description du but spécifique de protection, en d'autres termes, les atteintes possibles seront évaluées à la lumière des buts de protection définis dans la description publiée de l'objet inscrit à l'IFP (cf. Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale [éditeur DFI], Berne 1977).

Si l'atteinte à un but de protection n'entraîne qu'un préjudice mineur, elle est admissible pour autant que soit respectée l'exigence légale de ménager l'objet le plus possible. Par ailleurs, les atteintes ponctuelles qui n'occasionnent en soi que de légers désavantages ne doivent pas, en raison de corollaires préjudiciables, ouvrir la voie à une évolution susceptible de constituer globalement des atteintes importantes par la suite.

Une atteinte importante à un objectif de protection peut être autorisée à titre exceptionnel, après une pesée complète des intérêts en présence, lorsque le projet présente une importance nationale ou supérieure. Dans tous les cas, il conviendra de prendre des mesures de reconstitution ou de remplacement adéquates.

4. Mise en œuvre dans la planification directrice cantonale et les plans d'affectation

La coordination spatiale générale et la désignation des sites cantonaux s'effectuent dans le cadre de la planification directrice cantonale. Afin d'éviter que cette tâche de coordination (au sens des art. 6 ss de la loi sur l'aménagement du territoire, LAT) ne s'arrête aux frontières cantonales, les services fédéraux concernés et les cantons voisins sont associés aux clarifications préalables et aux travaux de planification. Dans le plan directeur cantonal, les catégories « informations préalables », « coordination en cours » et « coordination réglée » (art. 5, al. 2 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire, OAT) permettent de décrire l'état de la coordination. La catégorie « information préalable » permet la coordination précoce, par delà les frontières cantonales, d'une activité ayant des incidences sur l'organisation du territoire. Pour les projets d'exploitation qui touchent des sites IFP, il convient de prouver que des variantes hors des sites IFP ont été étudiées. Pour recueillir des indications préalables sur les atteintes éventuelles d'un projet aux objectifs de protection, il est utile de demander un préavis à l'organe fédéral compétent (Office fédéral de l'environnement, OFEV) ou à la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage (CFNP).

5. Résultat de la consultation préalable et de la première consultation des offices

Lors de la consultation préalable des cantons concernés (décembre 2007), l'importance de l'approvisionnement en roches dures pour la Suisse a été nettement confirmée. Les remarques critiques concernant les objets IFP ont été prises en considération dans la mesure du possible, mais on s'en est tenu au principe que les carrières de roches dures doivent être évaluées et planifiées à long terme en dehors des zones IFP. Pour des raisons juridiques, il n'a pas été possible de satisfaire à une proposition que la Confédération établisse une planification positive pour l'approvisionnement en roches dures. Plusieurs cantons ont salué la proposition de maintenir le mode d'exécution donnant aux cantons la compétence de planifier et d'autoriser les carrières de roches dures. Suite à la première consultation des services fédéraux (organisations de la Conférence pour l'organisation du territoire, COT, en janvier 2008), il a été précisé que l'intérêt national se rapporte exclusivement au gisement de matière première en un site déterminé et non pas à l'entreprise.

6. Résultats des procédures de participation et de consultation

Une procédure de participation relative aux principes concernant l'approvisionnement en roches dures a été conduite du 18 mars 2008 au 2 mai 2008 dans les cantons concernés (Berne, Grisons, Nidwald, Obwald, Schwyz, St-Gall, Valais, Vaud et Uri), les autres cantons étant invités à la consultation jusqu'à fin mai. Au total, 78 prises de position ont été reçues : 22 émanaient des cantons, 14 venaient des régions et des communes, 26 provenaient des organisations et 16 donnaient l'avis des partis, des personnes privées ou d'autres participants. Outre les cantons directement concernés par les carrières de roches dures, de nombreux autres cantons se sont également manifestés (22 cantons au total). Des régions ou des communes sites de carrières de roches dures, situées dans les cantons de Berne, des Grisons, de Nidwald, de St-Gall, de Vaud et du Valais, ont également pris position.

La plupart des participants (12 cantons, 5 communes, 13 organisations et 1 parti) se sont fondamentalement exprimés positivement quant à l'adaptation du plan sectoriel des transports. Divers cantons (7) et la Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP) ont renoncé à prendre position. Seules les 3 associations environnementales suisses et leurs sections régionales rejettent les principes (WWF, Pro Natura, Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage), de même que, en relation avec le site d'Arvel, plusieurs personnes privées, le parti des Verts du canton de Vaud et SOS-Arvel.

Annexe 1 : explications du plan sectoriel des transports, partie Programme. Principes concernant l'approvisionnement en roches dures

Projet de rapport d'examen selon l'art. 17 OAT

Objet : *plan sectoriel des transports, complément* Bases d'examen : *projet de plan sectoriel du 13 novembre 2008 explications du 13 novembre 2008*

Service fédéral compétent : *Office fédéral du développement territorial*

Considérants

Aspects	Exigences	Constat	Evaluation
Contenu	Nécessité d'un plan sectoriel (art. 14, al. 1, et art. 17, al. 4, OAT)	L'approvisionnement en roches dures est d'importance pour les infrastructures nationales de transport. Des conflits apparaissent toutefois, notamment avec l'IFP, qui rendent nécessaire une coordination au niveau de la Confédération.	<i>Exigence remplie</i>
	Conception judicieuse des indications du plan sectoriel (art. 14, al. 2 et 3, OAT)	Dans les principes concernant l'approvisionnement en roches dures, la Confédération indique dans quelles conditions un site est d'intérêt national pour l'approvisionnement en roches dures et comment il y a lieu de gérer sur le long terme les conflits survenant dans les objets IFP.	<i>Exigence remplie</i>
	Coordination de tous les intérêts (art. 2 et 3 OAT)	Tous les intérêts concernés ont été déterminés, évalués et pris en compte dans la décision. La coordination avec les autres activités de la Confédération et des cantons est assurée.	<i>Exigence remplie</i>
	Contribution au développement territorial visé (art. 1 LAT)	L'approvisionnement en roches dures est crucial pour les infrastructures de transport nationales. Les principes permettent de limiter à un minimum les effets négatifs sur la population, l'économie et les bases naturelles de la vie.	<i>Exigence remplie</i>
	Compatibilité avec les plans et prescriptions en vigueur (art. 2 OAT)	Les dispositions du plan sectoriel sont compatibles avec les plans sectoriels existants et avec les plans directeurs des cantons.	<i>Exigence remplie</i>
	Exigences relatives aux indications en coordination réglée (art. 15 al. 3 OAT)	Aucun projet concret n'est arrêté dans le plan sectoriel.	<i>Exigence remplie</i>
Procédure	Collaboration avec l'ARE et les autres responsables de tâches à incidence territoriale (art. 17 et 18 OAT)	L'adaptation du plan sectoriel a été élaborée sous la responsabilité de l'ARE, en étroite coopération avec les services fédéraux concernés de l'OFEV, de l'OFT et de l'OFROU. Les autres autorités fédérales et cantonales, de même que les organisations concernées ont été activement impliquées à un stade précoce dans le processus de planification au sein d'un groupe d'accompagnement externe.	<i>Exigence remplie</i>

Aspects	Exigences	Constat	Evaluation
	Consultation des cantons et des communes (art. 19, al. 1 et 2, OAT)	Les cantons ont reçu en avril/mai 2008 l'occasion de s'exprimer officiellement sur le projet d'adaptation du plan sectoriel. Comme le contenu du plan sectoriel n'est pas concrétisé spatialement, l'audition des communes n'était pas nécessaire.	<i>Exigence remplie</i>
	Information et participation de la population (art. 19, al. 3 et 4, OAT)	L'adaptation du projet de plan sectoriel a été publiée dans la Feuille fédérale. Chacun a ainsi pu faire part de ses observations. L'annexe 2 des explications du plan sectoriel des transports indique comment les remarques ont été prises en compte.	<i>Exigence remplie</i>
	Contrôle de la compatibilité avec la planification directrice cantonale (art. 20 OAT)	Les cantons ont eu, en septembre/octobre 2008, la possibilité de relever les contradictions avec leur planification directrice; de telles divergences n'ont pas été signalées	<i>Exigence remplie</i>
Forme	Forme des indications contraignantes (art. 15 OAT)	Les informations concrètes du point de vue spatial sont présentées sous forme de texte et de cartes, qui renseignent sur les liens nécessaires à la compréhension des indications.	<i>Exigence remplie</i>
	Rapport explicatif (art. 16 OAT)	Les explications (y compris leurs annexes) comprennent des informations sur le déroulement de la planification et sur la façon dont les divers intérêts ont été pris en compte.	<i>Exigence remplie</i>
	Publication (art. 4, al. 3, LAT)	Le plan sectoriel sera publié sur Internet et pourra être consulté auprès du service chargé de la planification, de l'ARE et des services cantonaux responsables de l'aménagement du territoire.	<i>Exigence remplie</i>

Synthèse

Le contenu, la procédure et la forme du plan sectoriel répondent aux exigences du droit de l'aménagement du territoire. Les conditions sont donc réunies pour que le plan examiné puisse être adopté comme plan sectoriel au sens de l'art. 13 LAT.

Berne, le 17 novembre 2008

OFFICE FÉDÉRAL DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
Le directeur

Pierre-Alain Rumley

Annexe 2

Explications du plan sectoriel des transports, partie Programme. Principes concernant l'approvisionnement en roches dures.

Rapport sur les procédures de participation et d'audition (ARE, 8 juin 2008, complété)

1. Procédures de participation et d'audition

Afin de compléter le plan sectoriel des transports par des principes concernant l'approvisionnement en roches dures, une procédure de participation a été conduite du 18 mars 2008 au 2 mai 2008 dans les cantons de Berne, des Grisons, de Nidwald, d'Obwald, de Schwyz, de St-Gall, d'Uri, du Valais et de Vaud, tandis que les autres cantons étaient invités à une audition jusqu'à la fin mai. Au total, 78 prises de position ont été reçues : elles sont venues des cantons (22), des régions et des communes (14), des organisations (26), des partis politiques, des personnes privées et d'autres participants (16).

Outre les cantons directement concernés, d'autres cantons se sont exprimés quant au plan sectoriel (total de 22 cantons). Le traitement réservé à l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP) revêt un fort caractère de précédent également pour les cantons qui ne sont pas directement confrontés à la question des carrières de roches dures, raison pour laquelle ils se sont prononcés en détail sur ce point. Le processus de participation a notamment reçu le soutien essentiel de la Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP), qui a attiré l'attention des cantons sur l'importance du sujet et les a encouragés à prendre objectivement position.

Du côté des organisations, toutes les grandes associations environnementales, divers représentants de la branche de la construction et les compagnies ferroviaires suisses telles que les CFF, BLS et le Chemin de fer Rhétiques ont participé.

Des régions ou communes sites de carrières de roches dures, sur le territoire de divers cantons (Berne, Grisons, St-Gall, Nidwald, Vaud et Valais) ont également transmis leur prise de position.

De nombreuses réponses sont venues du canton de Vaud (25). 12 personnes et 2 partis politiques se sont exprimés sur la carrière de roches dures d'Arvel, bien que les principes concernant l'approvisionnement en roches dures ne s'y rapportent pas directement, la planification concrète relevant de la planification directrice et de la planification d'affectation du canton de Vaud.

La plupart des participants (12 cantons, 5 communes, 13 organisations et 1 parti) **se sont fondamentalement**

exprimés positivement quant à l'adaptation du plan sectoriel des transports. Divers cantons (7) et la DTAP ont renoncé à prendre position. **3 associations environnementales suisses** et leurs sections régionales **rejettent les principes** (WWF, Pro Natura, Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage), de même que plusieurs personnes privées (12) le parti des Verts du canton de Vaud et SOS-Arvel.

2. Principales objections et propositions

2.1 Instrument du plan sectoriel

L'instrument proposé du « plan sectoriel » n'est pas fondamentalement contesté. Toutefois, plusieurs prises de position (associations environnementales, association suisse des géologues, canton de SG) demandent un plan sectoriel spécifique à l'approvisionnement en matières premières ou que l'on intègre à tout le moins dans les principes existants un mandat de planification positive (canton de SG).

2.2 Deux millions de tonnes de roches dures et 600 000 tonnes de ballast ferroviaire sont nécessaires par an

Plusieurs intervenants (notamment les associations environnementales et l'association des habitants de Rans-Oberrädis) considèrent que le volume de 2 millions de tonnes requis chaque année pour l'approvisionnement en roches dures est trop élevé ; ils demandent plus de transparence et d'objectivité dans le calcul de ce chiffre, qui doit en outre être soumis à des vérifications régulières et adapté aux nouveaux développements (canton de NW). Les associations environnementales, insatisfaites de ne pas avoir pu participer à la « table ronde », attendent une nouvelle évaluation plus objective des bases, c'est-à-dire des volumes nécessaires.

Les associations environnementales et l'association des habitants de Rans-Oberrädis estiment que l'estimation des besoins en ballast ferroviaire est trop élevée, tandis que le canton des Grisons et le Chemin rhétique considère qu'elle est trop basse. Les CFF et BLS acceptent les bases en question.

2.3 Critère de l'intérêt national

Les prises de position quant au critère de l'intérêt national sont très disparates. Une partie des répondants renoncerait aux valeurs seuils (p. ex. les cantons de AG et ZG) ; d'autres voudraient les augmenter (p. ex. WWF-VD) ; d'autres encore les estiment trop élevées, parce qu'elles ne tiennent pas compte des conditions et besoins régionaux et qu'elles placent unilatéralement les intérêts des CFF au premier plan (GR, Chemin de fer rhétique). En outre, selon certains répondants, plusieurs sites de petite taille porteraient moins atteinte au paysage, tout en améliorant l'approvisionnement local (cantons GR, SH, AG, ZG, Association des communes suisses). Le canton de Berne propose de subdiviser la Suisse en zones d'approvisionnement.

Des valeurs seuils sont également demandées pour la construction des routes (routesuisse/constructionsuisse) et diverses propositions sont faites pour que l'évaluation de l'intérêt national tienne compte non seulement du besoin annuel, mais aussi du volume total d'un site ou du ratio entre le volume et la surface. Outre les organisations environnementales, l'Association suisse de l'industrie des graviers et du béton conteste les valeurs seuils.

2.4 Rapport à l'IFP et pesée d'intérêts à cet égard

La plupart des prises de position (env. 36) concernent l'IFP et la pesée d'intérêts qui s'y rapporte. Certains répondants estiment que les contenus du plan sectoriel relatifs à l'IFP ne sont pas nécessaires, car ils relèvent de la pesée d'intérêts et doivent être évalués au cas par cas (p. ex. BE). Plusieurs participants, craignant que l'IFP ne soit affaibli (p. ex. les associations environnementales, ZH), relèvent que le contrôle parlementaire d'exécution a donné pour mission d'améliorer la prise en compte de l'IFP dans la mise en œuvre. Divers participants (p. ex. la branche de la construction, la région de Sarganserland-Walensee) considèrent à ce sujet que la Confédération édicte, s'agissant de l'IFP, des directives trop strictes qui tiennent insuffisamment compte de l'extraction des roches dures. Divers répondants (p. ex. GR, VS) attirent l'attention sur le fait que les objets IFP ne sauraient être préservés « intacts » si des carrières de roches dures sont ouvertes ; ils exigent soit la suppression, soit la reformulation du premier alinéa du principe 4.

2.5 Protection du paysage et des zones habitées contre les carrières de roches dures

Des organisations locales et régionales ainsi que des communes ont en particulier souligné l'importance de la protection contre les immissions de roches dures, no-

tamment dans les zones habitées. A cet égard, il faut également comprendre d'autres infrastructures (de traitement et de distribution). Il faut relever spécialement les aspects de remise en culture (Association des communes suisses).

2.6 Divers

19 prises de position émanant du canton de Vaud concernent la carrière de roches dures d'Arvel. 12 personnes privées et l'association SOS Arvel considèrent que le projet d'Arvel menace la région panoramique du Haut-Lac Léman. Selon ces intervenants, la production du ballast ferroviaire n'a pas d'importance nationale, contrairement au paysage, et elle est remplaçable. Du canton des Grisons sont venues plusieurs demandes de compléter la carte indicative des dangers en y faisant figurer différents sites supplémentaires, notamment celui de Farriola, de manière à garantir un approvisionnement équivalent de la Suisse.

3 prises de position venues du canton de St-Gall, qui soulignent l'importance du potentiel en roches dures de Campiun, ont proposé de désigner Sevelen Campiun comme « région dotée d'importantes carrières de roches dures ». En revanche, une autre prise de position relève les atteintes massives causées par la carrière de Campiun.

3. Adaptations

3.1 Eléments fondamentaux

Les prises de position, en majorité positives même si elles comportent des remarques critiques, montrent que l'on peut garder le cap adopté et intégrer dans le plan sectoriel des principes concernant l'approvisionnement en roches dures. Pour des raisons juridiques, il n'est pas possible de satisfaire le vœu d'établir un plan sectoriel spécifique pour l'approvisionnement en matières premières, car la Confédération n'a pas de compétence constitutionnelle suffisante s'agissant d'approvisionnement en matières premières (tâche des cantons). La proposition de planification positive par la Confédération ne serait donc pas soutenue par une majorité des cantons.

Les cartes des potentiels des gisements de roches dures, les bases de l'inventaire fédéral et de certains inventaires cantonaux que la Confédération met à disposition constituent déjà une base de planification importante pour les cantons et les communes.

3.2 Volumes nécessaires

Le volume requis de 2 millions de tonnes de roches dures par an, que critiquent les organisations environnementales, a été calculé dans le cadre d'une « table ronde » entre le 1^{er} juin 2001 et le 31 janvier 2003. Comme les associations environnementales n'ont pas pu y prendre part, le rapport correspondant du médiateur leur sera communiqué. Le calcul du volume nécessaire inclut également les développements futurs (transit alpin), le recyclage, les importations et les tronçons ferroviaires sans ballast. Mais il n'est pas exclu que l'on évalue différemment la situation de l'approvisionnement en roches dures dans quelques années. **C'est pourquoi un nouveau principe (principe 7) a été introduit. Il prévoit la vérification périodique des bases d'adaptation du plan sectoriel.** Le volume nécessaire de 2 millions t/an découle du premier principe. Les explications précisent que cette vérification périodique sera effectuée dans le cadre de la « table ronde » élargie à des représentants supplémentaires (p. ex. des cantons, des associations environnementales). On a renoncé à fixer une date précise. La vérification et l'actualisation des données chiffrées de l'approvisionnement en roches dures devraient s'avérer judicieuses dans cinq ans, d'autant plus que l'on devrait alors avoir clarifié la question des sites de substitution en dehors des périmètres IFP.

3.3 Intérêt national

Compte tenu de l'expérience acquise, la quantification de l'intérêt national que présentent les carrières de roches dures est bien évaluée. Si l'on renonçait aux valeurs seuils (5 % des besoins de la Suisse en ballast ferroviaire et 10 % de ses besoins totaux en roches dures), le principe perdrait sensiblement en clarté. Elever ou abaisser les valeurs seuils aboutirait soit à un très petit nombre de sites importants, soit à une multitude de petits sites dans les régions. Il n'est pas pertinent d'avancer que le paysage serait ménagé en limitant la taille des carrières, car toute carrière – même de petite dimension – entraîne rapidement des atteintes très apparentes au paysage. Par ailleurs, les infrastructures nationales requièrent de grandes quantités de matériaux que seuls permettent de produire des équipements d'extraction efficaces. La Suisse est trop petite pour qu'une subdivision de son territoire en régions d'approvisionnement soit judicieuse. Ces explications ont été ajoutées aux commentaires. Il est correct que les volumes ne doivent pas se mesurer uniquement aux livraisons annuelles et que le volume global est lui aussi important. On a repris cette considération en précisant

dans les explications que les quantités extraites par année correspondent à la moyenne sur le long terme. **Il importe que le transport soit aussi respectueux que possible de l'environnement. C'est pourquoi on a complété le principe 3, qui définit les exigences posées aux sites, en mentionnant le raccordement ferroviaire.**

3.4 Rapport à l'IFP/pesée des intérêts

L'obligation de préserver intacts les buts de protection (principe 4) se rapporte à l'objet IFP visé. Ce point signifie que l'extraction de roches dures n'est pas exclue dans une zone IFP, pour autant que l'on ne contre-vienne pas aux buts de protection. Les explications le précisent. Il n'est pas nécessaire de concrétiser l'évaluation des sites alternatifs en dehors des périmètres IFP, dans la mesure où les objectifs et l'attribution des tâches sont clairs. La branche est responsable de trouver aussi rapidement que possible des sites de substitution en dehors des zones IFP, de manière à ce que de nouvelles carrières soient réalisées au plus tard en 2020. Ni la Confédération ni les cantons ne disposent des moyens et des compétences entrepreneuriales nécessaires à la planification de nouveaux sites.

Pour éviter qu'il ne faille de nouveau soumettre les principes du plan sectoriel au Conseil fédéral dans quelques années déjà, on a retiré du principe 4 le passage concernant la solution à court ou à moyen termes pour l'intégrer au texte introductif.

A long terme, il faut trouver de nouveaux sites d'extraction en dehors des périmètres IFP ; à court et à moyen termes, cet objectif n'est pas réalisable, comme l'indiquent les explications relatives à la situation d'approvisionnement en roches dures.

Il n'a pas été possible d'entrer en matière s'agissant d'autres propositions, comme celle de réduire la protection des objets IFP ou celle d'exclure les carrières de roches dures des zones IFP.

3.5 Gestion des paysages et zones d'habitation dignes de protection

Certains répondants considèrent que ce principe n'est pas nécessaire, parce qu'il reprend le droit existant. Mais comme un plan sectoriel doit présenter une conception complète, il importe que ces indications entrent dans les principes, même si les dispositions juridiques existent déjà par ailleurs. Certains intervenants apportent divers compléments. On veut notamment attirer l'attention également sur l'impact des **infrastructures de production et de distribution** des carrières de roches dures et souligner en outre la grande importance de la **remise en**

culture des sites. En outre, les carrières de roches dures doivent répondre aux critères des **projets de parc**. Ces préoccupations ont été reprises et intégrées sous l'angle de la renaturation.

3.6. Guide de planification

Le principe 6 faisant référence au guide de planification ne constitue pas véritablement un principe, mais une information. **Ce passage a donc été supprimé et repris dans les explications.**

3.7 Indications concernant les sites

Plusieurs remarques de privés mentionnent la problématique de la carrière d'Arvel. Nous en avons pris connaissance. Il incombe au canton, dans le cadre de la procédure de planification, d'enregistrer les retours d'information. Cependant, comme le prévoit le principe 6, **la mise en œuvre doit être conduite dans le cadre de la procédure de planification cantonale, qui comprendra la pesée des intérêts en présence.**

Il n'est actuellement pas possible d'intégrer le site de Farriola dans la carte indicative des dangers, comme le souhaite le canton des Grisons, car la carrière en question se trouve encore dans la phase de préqualification. Mais la carte pourra être adaptée au gré des besoins. La carte Infrastructures de transport et approvisionnement en matières premières a été supprimée, parce qu'elle était mal comprise. Par ailleurs, suite à l'information fournie par le canton de St-Gall, on a supprimé le site de Starckenbach de la carte indicative des dangers.

4. Synthèse des prises de position et commentaires à prendre en considération

4.1 Liste des participants

Cantons

AG, Abteilung Raumentwicklung
 AI, Amt für Raumentwicklung
 AR, Planungsamt,
 BE, Amt für Gemeinden und Raumordnung
 BL, Amt für Raumplanung
 BPUK, Bau-, Planungs- und Umweltdirektorenkonferenz
 BS, Hochbau- und Planungsamt
 FR, Bau- und Raumplanungsamt
 GE, Domaine de l'aménagement du territoire
 GL, Fachstelle für Raumentwicklung
 GR, Regierung
 LU, Raumentwicklung, Wirtschaftsförderung und Geoinformation
 NW, Baudirektion
 OW, Amt für Wald und Raumentwicklung
 SG, Baudepartement
 SH, Planungs- und Naturschutzamt
 SZ, Justizdepartement

TG, Departement für Bau und Umwelt
 TI, Sezione dello sviluppo territoriale
 VD, Mehrere Ämter, Leitung Service des eaux, sols et assainissement (SESA)
 VS, Departement für Volkswirtschaft und Raumentwicklung
 ZG, Amt für Raumplanung
 ZH, Amt für Raumordnung und Vermessung

Régions et communes

AdcV, Association de Communes Vaudoises
 Beatenberg
 Chgemeinden, Schweizerischer Gemeindeverband
 Ennetmoos
 Kandergrund
 Mittelbünden, Region Mittelbünden
 Monthey, Bâtiments & Urbanisme
 Rorschach, Regio Rorschach-Bodensee
 Sils I. D.
 Sevelen, Ortsgemeinde Sevelen
 Stansstad
 Toggenburg
 UCV, Union des communes vaudoises
 Walensee, Region Sarganserland-Walensee
 EVRO, Einwohnervereine Rans-Oberräfis

Organisations

ARGE_ELA
 AVGD, Association vaudoise des exploitants de gravières et carrières
 Bauenschweiz, Dachorganisation der Schweizer Bauwirtschaft
 BLS, BLS AG, Infrastruktur
 BVKSG, Baumeisterverband Kanton St. Gallen
 CHGEOL, Schweizerischer Geologen Verband
 CVCI, Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie
 FPV, Fédération patronale vaudoise
 FRs, strasseschweiz, Hans Koller
 FSKB, Fachverband der Schweizerischen Kies- und Betonindustrie
 Infra, Fachverband
 Pronatura, pro natura Schweiz
 Pronatura_SG, pro natura St. Gallen-Appenzel
 Pronatura_VD, pro natura Vaud
 RhB, Rhätische Bah
 SBB, Schweizerische Bundesbahnen SBB, Ingenieurbau
 SBV, Schweizerischer Baumeisterverband
 FP, Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage
 SOS-Arvel
 TPC, Transports Publis du Chablais SA
 Travys
 VÖV, Verband öffentlicher Verkehr
 WWF, WWF Schweiz
 WWF_VD, WWF Vaud

Privés, partis et autres

Holcim, Basaltstein AG und Holcim AG
 P1-P12, Privés
 Parti libéral, Parti libéral vaudois
 Swisstopo, Bundesamt für Landestopographie swisstopo, Landesgeologie
 Verts, les Verts vaudois

4.2 Synthèse des prises de position et commentaires

La colonne de droite fournit une brève justification du traitement réservé à l'intervention (encadré en gras) ou la raison expliquant pourquoi la demande n'a pas pu être retenue.

Pas de remarque

1	BPUK	Verzicht auf Stellungnahme. Die BPUK hat schon früher mitgeteilt, dass sie die Vorbereitungsarbeiten und das vorliegende Resultat grundsätzlich begrüsst ohne in die einzelnen kantonalen Kompetenzen einzugreifen. Sie hat im Vorfeld die Kantone auf die Wichtigkeit des Anliegens hingewiesen und die Kantone aufgefordert, sich sachlich fundiert und positiv zu äusseren und den Fragen volle Aufmerksamkeit zu widmen.
2	AI	Verzicht auf eine detaillierte Stellungnahme, da die räumliche Entwicklung des Kantons vom Sachplan nicht berührt wird.
3	BL	Keine Stellungnahme, da der Kanton über keine potenziellen Vorkommen verfügt.
4	BS	Verzicht auf eine Stellungnahme, da der Kanton nicht betroffen ist
5	GL	Keine Bemerkungen, da es im Kanton Glarus momentan und in nächster Zukunft keine Hartsteinbrüche geben. Es existieren nur geringe BLN-Flächen sowie eine grössere Moorlandschaft, die aber aufgrund der fehlenden Erschliessungsmöglichkeiten sich nicht als Abbaugelände eignen.
6	SZ	Weil sich keine neuen Erkenntnisse ergeben haben, wird auf eine Stellungnahme verzichtet.
7	travys	Pas de remarque

Acceptation

8-19 cantons, 20-27 régions et communes, 29-34 représentants de l'économie et des branches, 35-38 compagnies ferroviaires et organisations de transport, 39-40 autres

8	AG	Der grundsätzliche Lösungsansatz einer Definition der nationalen Interessen über einen Sachplan als Ergänzung zu anderen Bundesinteressen, hier BLN, wird unterstützt.
9	BE	Zielsetzung zur Sicherung der Versorgung mit Hartgesteinen für die nationalen Infrastrukturen wird unterstützt, es sind jedoch keine besonderen Regeln für eine Interessenabwägung mit den BLN notwendig.
10	GE	Nous avons pris connaissance du projet de complément au plan sectoriel des transports. D'une manière générale, le canton de Genève, qui ne possède pas de site d'extraction de roches dures, souscrit aux objectifs définis dans ce document. Une partie des roches dures utilisées à Genève provient de France.
11	GR	Grundsätzlich mit dem Vorgehen und der Integration der Grundsätze in den Sachplan Verkehr einverstanden. Neue Terminologie (Grund- und Ergänzungsnetz) wird begrüsst.
12	LU	Die vorgesehenen Grundsätze für die Versorgung mit Hartgestein im Sachplan Verkehr werden als zweck- und verhältnismässig beurteilt. Die potenziellen Abbaugelände von Hartgesteinen im Kanton Luzern werden als nicht relevant für die Sicherstellung der Hartgesteinsversorgung im nationalen Interesse erachtet.
13	NW	Grundsätzlich mit dem Entwurf einverstanden.
14	SG	Der Kanton SG stimmt der Anpassung des Sachplans Verkehrs mit Grundsätzen zur Hartgesteinsversorgung zu. Es macht aus Sicht Luftreinhaltung und Energieeinsparung Sinn, dass einheimisches Hartgestein für den Strassen- und Eisenbahnbau zum Einsatz kommt.
15	SH	Die Definition des nationalen Interesses versehen mit Grundsätzen und Anforderungen für die notwendige Interessenabwägung wird begrüsst.
16	TG	Die Grundsätze werden in der vorgeschlagenen Form unterstützt.
17	TI	In generale rileviamo che le esigenze poste dalle parti sono state soddisfatte e che l'approvvigionamento svizzero a medio termine in roccia dura può essere garantito.
18	VD	Ces principes constituent une large pesée des intérêts en présence, et reçoivent le soutien de notre division.
19	VS	Le présent projet répond globalement aux objectifs stratégiques cantonaux.
20	Beatenberg	Mit den Grundsätzen einverstanden.
21	CHgemeinden	Grundsätze für die Versorgung und Integration in den Sachplan Verkehr wird vollumfänglich unterstützt. Die formulierten Grundsätze helfen für die einheitliche Beurteilung und die Interessenabwägung.
22	Ennetmoos	Grundsätzlich mit dem Entwurf einverstanden.
23	Kandergrund	Mit den Grundsätzen einverstanden. Der Betrieb Mitholz ist für die Gemeinde als grosser Arbeitgeber sehr wichtig und trägt zur Verlangsamung der Abwanderung bei.
24	Rorschach	Der Vorstand erhebt keine Einwände.

25	Stansstad	Grundsätzlich mit dem Entwurf einverstanden.
26	UCV	La planification nationale élaborée a le mérite d'intégrer aussi bien la préservation des paysages que l'approvisionnement économique. Notre association s'y rallie avec l'espoir qu'elle permettra de débloquer l'extension prévue dans la carrière d'Arvel.
27	Walensee	Die Gemeinde Amden unterstützt mit ihrer Eingabe die Absicht des Sachplans.
28	AVGD, FPV	Dans l'ensemble, nous sommes favorables au projet.
29	BVKSG	Gutheissung der vorgeschlagenen Anpassung des Sachplans Verkehrs, mit welchem das nationale Interesse an einer dauerhaften Versorgung mit Hartgestein verbindlich festgestellt wird.
31	bauenschweiz	Grundsätze für die Versorgung im Allgemeinen begrüsst.
31	CVCI	Nous sommes très heureux de constater que les associations professionnelles concernées et les offices fédéraux concernés ont pu rapidement élaborer une planification nationale cohérente, permettant d'assurer le nécessaire équilibre entre préservation des paysages et approvisionnement économique. Nous formulons dès lors l'espoir que cette nouvelle planification permettra de débloquer l'extension prévue dans la carrière d'Arvel.
32	FRS	Grundsätze werden begrüsst.
33	infra	Grundsätze werden unterstützt.
34	SBV	Die Stossrichtung der Grundsätze für die direkt betroffene Branche stimmt und wird unterstützt.
35	BLS	Unterstützt die Bestrebungen des Bundes und ist mit den Grundsätzen prinzipiell einverstanden
36	SBB	Unterstützt die vorgelegten Grundsätze.
37	TPC	Nous agréons les principes d'approvisionnement en roches dures.
38	VÖV	An einer langfristigen Versorgungssicherheit mit Hartgestein für die Verwendung als qualitativ hinreichender Bahnschotter interessiert
39	CHGEOL	Wird sehr begrüsst, künftig wird die Nutzung des Untergrundes auf Bundesebene einheitlich zu regeln sein.
40	Parti libéral	Nous approuvons l'ensemble des principes énoncés pour l'approvisionnement en roches dures de la Suisse et le complément au plan sectoriel des transports qui en découle.

Refus

41-46 organisations environnementales, 47-48 de SOS-Arvel et privés

41	WWF	Die Ergänzung des Sachplans in dieser Form ist nicht akzeptabel, es besteht aber Interesse an einer raschen nationalen Lösung der Problematik.	Les éléments de la table ronde qui ont servi de base au calcul des besoins de 2 millions t/an seront mis à disposition. En outre, les bases qui ont permis de définir l'approvisionnement en roches dures seront vérifiées périodiquement (nouveau principe 7)
42	WWF_VD	Nous demandons qu'une étude objective, ne provenant pas des milieux directement intéressés à l'ouverture de nouvelles carrières, soit entreprise. Le projet devrait comporter une analyse sérieuse des alternatives. Quant aux tonnages pris en compte pour établir l'importance nationale d'un site, on ne voit pas d'où ils sortent, ni comment ils ont été établis.	
43	Pronatura	Grundsätze sind teilweise nicht nachvollziehbar und es fehlen wichtige Ergänzungen. Der Schutz der BLN-Objekte wird nicht verbessert, deshalb werden sie in der vorliegenden Form abgelehnt	
44	Pronatura_SG	Der Sachplan trägt nicht zum Schutz der BLN-Gebiete bei. Es fehlt die Forderung des Bundes nach Nachhaltigkeit, da die Kantone nicht zum Recycling von Hartgestein verpflichtet werden. Der Sachplan wird in der vorliegenden Form abgelehnt.	
45	Pronatura_VD	Pro Natura Vaud, à l'instar sans doute d'autres associations, ne peut que constater que deux offices fédéraux et l'Association faîtière des carriéristes font tout pour contourner les arrêts très clairs du Tribunal fédéral, dans les dossiers de Campiun et d'Arvel. L'absence totale de transparence qui doit être constatée aujourd'hui ne résistera naturellement pas aux arguments et requêtes en production de pièces de futurs recourants, par exemple et à nouveau devant le Tribunal fédéral.	
46	FP	Entwurf wird abgelehnt, eine nationale Planung ist aber rasch anzugehen, an der sich die FP beteiligen würde.	
47	P1, P2, P5, P7, P8, SOS-Arvel	Es handelt sich nicht um eine seriöse und vollständige Planung der für die Schweiz nutzbaren Hartgesteine, um die langfristige Versorgung zu sichern. Es gibt keinen Grund, dass eine autonome Versorgung mit Gesteinen notwendig ist.	

48	Verts	Les Verts vaudois s'opposent aux options prises dans le document mis en consultation.	
----	-------	---	--

Rapport à l'IFP

49	FR	Le bureau de la protection de la nature et du paysage s'inquiète d'un affaiblissement de la valeur de l'IFP. La manière dont la question de l'approvisionnement de notre pays en roches dures a été abordée n'est pas adéquate. Nous estimons que la présence d'une IFP continuera à être un critère d'exclusion pour l'exploitation d'une carrière dans le canton de Fribourg.	Der Grundsatz 4 entspricht Art. 6 NHG sowie der heutigen Praxis bzgl. des Umgangs mit den BLN-Objekten.
50	GR	Die Sachplanergänzung stärkt das BLN und nicht die Versorgung mit Hartgesteinen, was in die falsche Richtung zielt. Die BLN-Gebiete dürfen die wirtschaftlichen Potenziale im Alpenraum nicht schwächen.	
51	OW	In Bezug auf eine ungeschmälerte Erhaltung der BLN-Objekte gibt es noch ungelöste Fragen. Die laufenden Arbeiten zur Beurteilung der BLN-Gebiete sind noch wenig weit. Eine Beurteilung und Interessenabwägung sind aus diesem Grund noch nicht möglich. Es bleibt die Frage, ob eine Gewinnung von Hartgesteinen im genannten Ausmass ohne unterirdischen Abbau landschaftsverträglich erfolgen kann.	Das Projekt Aufwertung BLN wird noch mehrere Jahre in Anspruch nehmen. Bei konkreten Projekten kann die Erarbeitung der neuen Schutzziele vorgezogen werden, so dass eine Interessenabwägung möglich ist.
52	SG	Es muss grundsätzlich möglich sein, auch in BLN-Gebieten nach einer Interessenabwägung Hartgesteine abzubauen und trotzdem der Landschaft grösstmöglichen Schutz zu geben.	Hartgesteinsabbau in den BLN-Objekten wird nicht vollständig ausgeschlossen.
53	VS	Nous demandons que, pour les nouveaux projets d'exploitations dans des objets IFP ou d'autres objets de protections d'importance nationale, une juste pesée des intérêts en présence soit assurée, au sens de l'art 6 LPN.	Der Grundsatz 4 entspricht Art. 6 NHG sowie der heutigen Praxis bzgl. des Umgangs mit den BLN-Objekten.
54	ZG	Interessenabwägung hat präjudiziellen Charakter und damit Einfluss auf den Kanton	Die Hartgesteinsprodukte sind in Normen geregelt.
55	ZH	Es besteht ein Interesse an einer zweckmässigen Regelung für den Umgang mit dem BLN. Es sind hohe Anforderungen an eine Interessenabwägung zwischen wirtschaftlichen Interesse und der Erhaltung der BLN-Gebiete zustellen. Eine allfällige Relativierung des Schutzes der BLN könnte sich als unerwünschtes Präjudiz für weitergehende Lockerungen erweisen. Es fehlt der Nachweis zur Reduktion der jährlich verbauten Mengen an Hartgestein (z.B. durch Ersatz von Gesteinen mit minderer Qualität). Die Interessenabwägung wird einseitig zu Lasten der BLN-Gebiete vorgenommen und steht damit im Widerspruch mit dem Raumplanungsrecht und greift zudem in die Planungshoheit der Kantone ein.	
56	Walensee	Der Abbau von Hartgestein soll gemäss der Gemeinde Arden grundsätzlich auch im BLN-Gebiet möglich sein (nicht nur „unter Wahrung des gesetzlichen Geotes der grösstmöglichen Schonung“). Bei der BLN-Perimeter Festlegung war noch nicht bekannt, dass die Vorkommen eine solche Bedeutung haben.	
57	BLS	Begrüssst Regelung mittels vorgeschlagener Grundsätze	
58	VÖV	Auffassung wird geteilt, dass ein Hartgesteinsabbau in Schutzgebieten (BLN) nur möglich sein soll, wenn es sich um geringfügige Beeinträchtigungen handelt. Es ist richtig, dass die Beeinträchtigung der Landschaft und die ökologischen Beeinträchtigungen durch lange Transportwege abgewogen werden.	
59	Pronatura_VD	L'importance du sujet mériterait toutefois que la Confédération élabore un plan sectoriel spécifique pour l'exploitation des roches dures. La planification exigée par le Tribunal fédéral doit être positive, et déterminer clairement et dès maintenant les sites potentiels n'entrant pas en conflit avec l'IFP.	La planification positive ne correspond pas aux conditions-cadre des dispositions constitutionnelles.
60	Pronatura	Gemäss der GPK des Nationalrates vom 3.9.03 ist die Erfolgsbilanz	Les principes concernant

		des BLN ungenügend. Es ist eine dringende Bundesaufgabe, den Vollzug und den Schutz des BLN-Inventars zu verbessern.	l'approvisionnement en roches dures confortent le mandat d'améliorer à l'avenir l'efficacité protectrice de l'IFP.
61	FP	Les milieux politiques et administratifs, avec les organisations de protection de la nature et du paysage, ont été unanimes à réclamer un renforcement de l'efficacité de l'IFP. La proposition faite dans le projet soumis à consultation constitue sans nul doute un affaiblissement désastreux de la valeur des objets IFP, et nous estimons qu'il faut éviter à tout prix qu'un signal de cet ordre, susceptible de faire école, soit émis par les autorités fédérales. La mention répétée des projets d'Arvel et Zingel permet de supposer que le seul but est d'autoriser les extensions des emprises d'extraction à l'intérieur d'objets IFP.	
62	WWF	Der WWF ist sehr enttäuscht, dass der Abbau in BLN-Gebieten insb. Arvel unvermindert weitergehen soll. Der Schutz der BLN-Objekte wird weiter geschwächt.	
63	WWF_VD	La balance des intérêts entre la protection des objets IFP et l'exploitation des roches dures penche trop souvent en faveur de cette dernière. Nous demandons une meilleure prise en compte des objectifs de protection des sites IFP.	
64	Verts	Les Verts vaudois souhaitent que la priorité absolue soit mise dès maintenant sur la recherche de possibles sites de substitution, avant toute extension des carrières portant atteinte à des objets IFP, en particulier sur les sites d'Arvel et de Zingel. Les besoins en roche dure fraîchement extraite du massif rocheux doivent être réduits par une réutilisation accrue du vieux ballast ferroviaire pour les routes. Les matériaux sont à transporter par le rail.	Le principe 4 prévoit de planifier de nouvelles carrières de roches dures hors des périmètres de l'IFN. Le principe 3 soumet le choix des sites aux possibilités de transport par le rail.

Remarques concernant l'instrument

65	FR	Nous ne pensons pas que le problème de la sécurité d'approvisionnement puisse être réglé par une planification basée sur des critères beaucoup trop généraux. La carte des gisements potentiels est incomplète par rapport à la multitude et à la complexité des critères et procédures nécessaires jusqu'à l'aboutissement d'un projet d'exploitation. Pour les „sites“ fribourgeois, nous n'arrivons pas à imaginer des possibilités d'accès raisonnables pour une exploitation telle que vous la recherchez.	Die Planung der Hartgesteinsversorgung ist eine Verbundaufgabe zwischen Privaten, den Gemeinden, den Kantonen und dem Bund. Die vorliegenden Grundsätze schliessen eine wichtige Lücke auf nationaler Ebene. Die Potenzialkarten sind auf die Grobplanung und nicht auf die Detailplanung ausgerichtet.
66	GR	Konzept erweckt den Eindruck, dass es einseitig auf die Bedürfnisse der grossen Eisenbahnen (insb. SBB) ausgerichtet ist und wichtige Rahmenbedingungen wie die Netzdichte ausser Acht gelassen werden. Wettbewerbsnachteile für kleinere Bahnen sind zu verhindern.	Die Grundsätze im Sachplan Verkehr müssen auf die nationalen Interessen und Infrastrukturen ausgerichtet sein. Auch kleinere Bahnen können von den Grundsätzen 1 und 2 profitieren.
67	GR	Der Mindestbedarf von 600'000 t/a Bahnschotter ist zu knapp bemessen (700-800'000 t/a).	Der Mindestbedarf für Bahnschotter wurde von der ASTRA-Studie und den Grundlagen vom Runden Tisch abgeleitet. Er entspricht auch der Brutto Bedarfsmenge von 2 Mio t/a (ca. ein Drittel davon ist Bahnschotter).
68	NW	Der Kanton unterstützt die Vorgehensweise, die Konflikte nicht mit einer Vereinbarung, sondern im Sachplan Verkehr als Teil Programm mit Grundsätzen zur Hartgesteinsversorgung zu lösen. Damit sind	

		Verbindlichkeit, Verfahren und Genehmigung geregelt.	
69	NW	Mit den Potenzialkarten stellt der Bund eine wichtige Arbeitshilfe und Entscheidungsgrundlage für die Planung von alternativen Abbaustandorten ausserhalb der BLN-Gebiete auf. Dies ermöglicht eine Schonung der BLN-Gebiete.	
70	SG	Die Forderung des Bundesgerichts (zu Arvel) sind nur mit einer nationalen Positivplanung unter Leitung des Bundes umzusetzen. Antrag: Den Sachplan Verkehr mit einem entsprechenden Auftrag zu ergänzen.	Positivplanung entspricht nicht den verfassungsrechtlichen Rahmenbedingungen.
71	VD	Le complément au Plan sectoriel ne comprend aucun détail. La planification détaillée et les conditions pour autoriser les projets vont demeurer entièrement du ressort des services cantonaux. Ce mode de faire est agréé par le service des forêts, de la faune et de la nature.	
72	AdCV	Nous n'avons pas décelé d'anomalies ou de prédispositions importantes en faveur ou défaveur des communes vaudoises concernées.	
73	Ennetmoos Stansstad	Die Vorgehensweise, die Konflikte nicht mit einer Vereinbarung, sondern im Sachplan Verkehr als Teil Programm mit Grundsätzen zur Hartgesteinsversorgung zu lösen, wird unterstützt. Damit sind Verbindlichkeit, Verfahren und Genehmigung geregelt.	
74	AVGD, FPV	Il aurait été préférable, au vu de la gravité de la situation et de l'importance de garantir un approvisionnement de roches dures à court et moyen terme, de rédiger une directive.	Les cantons demeurent compétents en matière de planification. Une planification supplémentaire de la Confédération ne répond pas aux conditions-cadre des dispositions constitutionnelles.
75	FSKB	Sinnvoll, die wichtigsten Grundsätze in den Sachplan Verkehr aufzunehmen. Bund soll sich aber auf koordinative Tätigkeiten beschränken. Änderung des Textes (3. Abschnitt / 2. Satz) in: „...im Rahmen der Richtpläne auf nationaler Ebene koordiniert werden.“	Wie in den Erläuterungen festgehalten ist, kann der Bund im Rahmen der kant. Richtplanung seine Koordinationsaufgabe wahrnehmen.
76	RhB	Konzept ist einseitig auf die Interessen der grossen Bahnen (insb. SBB) ausgelegt. Es darf nicht sein, dass die SBB dank ihrer grossen Abnahmevermögen den Bedarf decken kann und den übrigen Unternehmungen der Zugang nicht gewährleistet ist	Die Grundsätze regeln einzig die Anforderungen an einen Standort in Bezug auf das nationale Interesse. Sie nehmen keinen Einfluss auf die Bezugsrechte der Bahnunternehmungen.
77	RhB	Der Gesamtbedarf von 600'000 t/a Bahnschotter der Klasse 1 ist zu knapp bemessen. Die SBB benötigt alleine bis 550'000 t/a bei einem Netzanteil von 60%. Ein Gesamtbedarf von 700'000-800'000 t/a ist realistischer (Rest Schotter Klasse 2)	In den Zahlen der SBB sind auch Lieferungen an Privatbahnen enthalten. Der SBB Netto-Bedarf beträgt bzgl. Bahnschotter 1. Klasse ca. 400'000 t/a, jener der übrigen Bahnen ca. 200'000 t/a.
78	pronatura	Die Absicht der nationalen Koordination wird begrüsst. Das Bundesgericht zu Arvel verlangt jedoch klar, dass Vorhaben ausserhalb der BLN bevorzugt werden sollen. Um dem Bundesgerichtsurteil gerecht zu werden, ist ein eigener Sachplan „Nationale Versorgung mit Steinen und Erde“ notwendig.	Ein eigener Sachplan „Nationale Versorgung mit Steinen und Erde“ entspricht nicht den verfassungsrechtlichen Rahmenbedingungen.
79	FP	Nous soutenons l'idée de coordonner ce domaine au niveau fédéral, Nous sommes convaincus qu'il eût été plus plausible de s'atteler à l'élaboration d'un plan sectoriel national des matières premières.	
80	FP	Il est pour nous incompréhensible que les principes soumis à consultation anticipent d'ores et déjà les résultats d'une planification exigée par les ATF concernant Campiun et Arvel, planification qui n'a pas été entreprise à ce jour.	In den Erläuterungen wurde präzisiert, dass die Kantone die entsprechende Interessenabwägung vornehmen

			müssen.
81	WWF	Eine nationale bzw. überregionale Planung wird begrüsst, auch wenn die Zuständigkeit im Einzelfall bei den Kantonen bleibt. Der vorliegende Entwurf entspricht aber nicht den Anforderungen des Bundesgerichts sowie den Anforderungen an eine Sachplanung (Art. 14 ff RPG) nicht, da er selbst nicht für die Koordination sorgt und eine Gesamtschau der Interessen nicht erreicht wird. Dazu wäre ein eigener Sachplan Nationale Versorgung mit Steinen und Erde notwendig.	Un plan sectoriel spécifique « Approvisionnement national en roches et en terre » ne correspond pas aux conditions-cadre des dispositions constitutionnelles.
82	WWF_VD	L'idée de procéder à une coordination à l'échelon fédéral rencontre notre approbation. Nous estimons toutefois qu'il serait plus judicieux de procéder à l'élaboration d'un plan sectoriel propre au domaine particulier de l'exploitation des roches dures.	
83	Swisstopo	Nutzungskonflikte bestehen nicht nur bei Hartgesteinen. Lösung in einer Ergänzung im Sachplan Verkehr ist wenig verständlich und sicher nicht umfassend.	

1. Introduction

84	GR	Die Aussage über die Verteilung der potenziellen Hartgesteinsvorkommen in der Schweiz ist nicht korrekt. Es gibt auch im Kanton Graubünden weitere Vorkommen insb. Sils i.d. (Campi) und Filisur (Farriola) und kleinere Vorkommen. Antrag: Text und Karte ergänzen.	Die Darstellung des Hartgesteinsvorkommens richtet sich nach den Erkenntnissen der schweizerischen Geotechnischen Kommission
85	VD	La substitution des roches de 1ère qualité n'est possible qu'à titre exceptionnel.	
86	EVRO	Die Aussage „hochwertige Hartgesteinsvorkommen sind im In- und Ausland stark begrenzt“ ist zu präzisieren, dass die <u>Abbaumöglichkeiten der Vorkommen begrenzt sind</u> .	Wurde präzisiert.
87	AVGD, FPV	Nous tenons à relever que la Confédération ne doit pas se limiter à garantir la mise à disposition de roches dures uniquement pour son propre réseau d'infrastructure de transport. Il est donc nécessaire de tenir compte des besoins des régions périphériques lors de la planification et de la coordination des projets d'extraction.	Les principes du plan sectoriel des transports doivent être orientés vers les intérêts du pays et les infrastructures nationales.

2. Principe

88	AG	Die Mindestgrösse für einen Standort von nationalem Interesse fördert grosse Anlagen und damit auch grosse Landschaftseingriffe. Als Präjudiz für andere Themen ist es vorstellbar, dass mit einer Anzahl kleineren Anlagen im nationalen Interesse negative Auswirkungen minimiert werden können (Landschaft, Umwelt, Transporte). Antrag: Überarbeiten (keine Minimalgrösse) oder streichen.	Auch kleine Steinbrüche verursachen grosse Eingriffe in das Landschaftsbild. Mit wenigen grossen Steinbrüchen werden die Eingriffe insgesamt minimiert.
89	GR	Antrag für einen neuen Grundsatz: Falls die Kantone im Rahmen ihrer Planungen und auf Basis einer gesamtheitlichen Standortevaluation nachvollziehbar aufzeigen, dass es sich beim betroffenen Hartsteinbruch um den besten Standort handelt, erfolgt die Standortfestsetzung im Rahmen der Richtplanung. Falls ein solcher Standort am Rande eines BLN-Gebiets liegt, ist gestützt auf den Richtplan das BLN durch den Bund anzupassen.	Die Standortfestsetzung erfolgt ohnehin im Rahmen der kant. Richtplanung. Dabei sind die konkreten Konflikte in Bezug auf die Vereinbarkeit mit den Schutzziele des betreffenden BLN-Objekts zu beurteilen. Eine Randlage stellt nur ein Kriterium dar, welches im Gesamtkontext zu betrachten ist.
90	NW	Es sollte in den Grundsätzen ein Mechanismus vorgesehen werden, der es klar vorteilhafter macht, neue Abbaustandorte ausserhalb der BLN-Gebiete zu eröffnen.	Die Frage nach neuen Standorten ausserhalb oder innerhalb von BLN-Objekten ist primär davon abhängig, ob es Alternativen gibt. Die rechtlichen Hürden

			für neue Standorte in BLN-Objekten sind hoch.
91	NW	Die Grundsätze sehen keine regelmässige Überprüfung und Anpassung des künftigen jährlichen Hartgesteinsbedarfs (2 Mio t) vor, was nach der Vollendung grösserer Infrastrukturprojekte angezeigt wäre.	Die Grundlagen zur Hartgesteinsversorgung soll periodisch überprüft werden (neuer Grundsatz 7).
92	SH	Aus den Grundlagen geht nicht hervor, warum nur grosse Anlagen gefördert werden. Mehrere kleinere Anlagen konnten negative Auswirkungen verringern. Antrag: Grundsatz ergänzen.	Auch kleine Steinbrüche verursachen grosse Eingriffe in das Landschaftsbild. Mit wenigen grossen Steinbrüchen werden die Eingriffe insgesamt minimiert.
93	Chgemeinden	Grundsätze sollten für eine kurz- und mittelfristige Planung aufgestellt sowie klar und eindeutig formuliert werden. Für die langfristige Versorgung sollten weitere Aspekte diskutiert werden, insb. auch die Konkurrenz während der Übergangsphase zwischen Abbauprojekten innerhalb und ausserhalb von BLN-Gebieten. Der Thematik, dass langfristig sämtliche Abbauvorhaben in Konflikt mit den Zielen von BLN-Gebieten stehen, ist auf Bundesebene dringende Aufmerksamkeit zu schenken.	Die kurz- und mittelfristige Planung wurde aus den Grundsätzen entnommen.
94	EVRO	Abbauvorhaben müssen ein bestmögliches Verhältnis zwischen Fläche und Volumen aufweisen um zu vermeiden, dass ein unverhältnismässig grosses Abbaugelände erforderlich ist. Die Möglichkeiten von Untertage-Abbau werden zu Unrecht in den Grundsätzen und den Grundlagen nicht erwähnt.	Der Vorschlag wurde nicht aufgenommen, da es schwierig ist, eine feste Grösse bzgl. Verhältnis Fläche und Volumen zu definieren. In Bezug auf den unterirdischen Abbau bestehen keine oder geringere Konflikte zu den BLN-Objekten. Der unterirdische Abbau ist aber bisher nicht in der Lage, Bahnschotter 1. Qualität herzustellen.
95	BLS	Prinzipiell einverstanden mit vorgeschlagenen Grundsätzen	
96	WWF	Grundsätze beruhen auf nicht offen gelegten Daten, sind in Bezug auf die Festlegung der nationalen Bedeutung lückenhaft, geben im Bereich der BLN teilweise geltendes Recht wieder und stehen teilweise im Widerspruch dazu, gewichtet den Abbau der bestehenden Gebiete im Verhältnis zur Evaluation möglicher Alternativstandorte zu stark, widersprechen allgemein den Grundsätzen einer nachhaltigen Planung und schwächen den Schutz von BLN-Gebieten.	Die Grundlage des Runden Tisches, welche Basis für den Bedarf von 2 Mio t/a ist, soll zugänglich gemacht werden. Die Grundlagen zur Hartgesteinsversorgung soll zudem periodisch überprüft werden (neuer Grundsatz 7).
97	WWF	Mit der Anpassung der Grundsätze 1 und 2 muss auch die Einleitung geändert werden	Es wurden nicht nur die Grundsätze sondern der ganze Text so weit als notwendig angepasst.

Principe 1: garantir l'approvisionnement, éviter de longs transports

98	GR	Die regionalen Bedürfnisse dürfen nicht vernachlässigt werden, insb. mit Bezug auf den Grundsatz 1, erlangen sie teilweise ein nationales Interesse.	Die Grundsätze im Sachplan Verkehr müssen auf die nationalen Interessen und Infrastrukturen ausgerichtet sein. Der Verbrauch an Hartgestein ist in Normen geregelt und kann mit einem Sachplan nicht gesteuert werden.
99	TG	Die Versorgungssicherheit ist nicht nur für den Bund, sondern auch für die Kantone und Gemeinden ein zentrales Anliegen. Es wird ergänzt, dass zur Verminderung des Verbrauchs an Hartgestein des Recycling von rückgebauten Materialien zu fördern ist. Abbauen müssen schonend erfolgen und es sind umfassende Planungen erforderlich.	
100	VD	Afin d'assurer l'approvisionnement de la Suisse au-delà de 2019, nous soutenons le principe de procéder dès à présent à un inven-	

		taire des gisements potentiels et une planification supra cantonale „roches dures“ hors des périmètres IFP.	
101	ZG	einverstanden	
102	EVRO	Die 2 Mio t ist zu hinterfragen. Sie kann sich nicht nach einer Vereinbarung richten sondern ist abhängig von objektiven Kriterien. Insb. interessiert, ob und wie weit schotterlose Geleisanlagen bei Neubaustrecken oder Recycling einbezogen wurde. Ein Teil des Bedarfs kann auch durch Importe aus dem Ausland gedeckt werden. Der Bedarf ist nach unten zu korrigieren.	Die Grundlage des Runden Tisches, welche Basis für den Bedarf von 2 Mio t/a ist, soll zugänglich gemacht werden. Die Grundlagen zur Hartgesteinsversorgung soll zudem periodisch überprüft werden (neuer Grundsatz 7).
103	bauenschweiz	einverstanden	
104	FSKB	Neuer Text: „Zur Vermeidung...eine nachhaltige <i>und regionale</i> Versorgung... sicherzustellen.“ Länge der Transportwege ist entscheidendes ökonomisches und ökologisches Kriterium.	Die Grundsätze im Sachplan Verkehr müssen auf die nationalen Interessen und Infrastrukturen ausgerichtet sein.
105	BLS	Nebst Sicherung der Versorgung sind lange Transportwege zu vermeiden. Daher soll auch langfristig im Berner Oberland Hartgestein abgebaut werden. Versorgung durch die Steinbrüche im Kandergrund ist gut, aber eine frühzeitige kantonsübergreifende Evaluation ist anzugehen.	
106	RhB	Ziel von möglichst kurzen Transportwegen (G1) und Festlegung von Mindestproduktionsmengen (G2) sind widersprüchlich, da dezentrale Standorte benachteiligt werden.	Wesentlich ist, dass der Transport der Güter mit der Bahn erfolgt und lange Transportwege insb. durch Importe durch Regionen im Ausland, welche nicht grenznah gelegen sind, vermieden werden.
107	VöV	Anregung: Bei neuen Standorten für inländischen Hartgesteinabbau ist dem Umstand Rechnung zu ragen, dass auch der Transport umwelt-, landschafts- und ressourcenschonend erfolgt. Standorte sind zu bevorzugen, die in der Nähe von Verlademöglichkeiten auf die Bahn liegen oder mit Anschlussgleisen.	Der Anschluss an die Bahn wurde neu im Grundsatz 3 aufgenommen.
108	Pronatura	Der jährliche Bedarf von 2 Mio t auf unbestimmte Zeit kann nicht nachvollzogen werden und ist zu hoch angesetzt bzw. nicht nachhaltig. Der „Runden Tisch“ war einseitig zusammengesetzt und hatte die Umweltorganisationen einbeziehen sollen. Es müssen auch zwingend Ersatz- oder Recyclingmassnahmen berücksichtigt werden. Eine Abkehr von einer bedarfs- zu einer angebotsorientierten Planung ist notwendig.	Die Grundlage des Runden Tisches, welche Basis für den Bedarf von 2 Mio t/a ist, soll zugänglich gemacht werden. Die Grundlagen zur Hartgesteinsversorgung soll zudem periodisch überprüft werden (neuer Grundsatz 7).
109	Pronatura	Der Transport von Hartgestein aus dem grenznahen Ausland muss nicht unbedingt mit viel weiteren Transporten verbunden sein. Im Grundsatz ist bezüglich Transport aus dem Ausland mit - kein Bezug aus Übersee und Transport nur mit der Bahn – zu ergänzen.	Diesem Aspekt wurde im Grundsatz mit der Vermeidung von langen Transportwegen Rechnung getragen. Neu wurde im Grundsatz 3 die Anforderung an einen Bahnanschluss verankert.
110	Pronatura_SG	Bedarf an Hartgesteinen wird mittelfristig eher zurückgehen, da die grossen Eisenbahn- und Strassenbauvorhaben realisiert sind und könnte mit einer zwingenden Vorschrift zum Recycling reduziert werden.	Es gibt unterschiedliche Ansichten zur Entwicklung des Hartgesteinsbedarfs. Die Verwendung von Hartgesteinen ist primär in Normen geregelt und kann nicht mit einem Sachplan festgelegt werden.

111	Pronatura_VD	La demande annuelle de deux millions de tonnes est contestée, ne tenant pas compte des approvisionnements transfrontaliers, du recyclage qui n'est encore que fort peu pratiqué, de l'évolution des technologies, etc.	Die Grundlage des Runden Tisches, welche Basis für den Bedarf von 2 Mio t/a ist, soll zugänglich gemacht werden. Recycling und Importe wurden dabei mitberücksichtigt. Die Grundlagen zur Hartgesteinsversorgung soll zudem periodisch überprüft werden (neuer Grundsatz 7). Die Umweltorganisationen werden in diesem Prozess einbezogen werden.
112	FP	Nous n'acceptons pas une demande annuelle de deux millions de tonnes. Lorsque la déclaration d'intention issue de la table ronde en 2003 a été rendue publique, les organisations de protection de la nature et du paysage, dont la FP en particulier avaient protesté avec véhémence contre le fait. Une convention a été signée entre L'ASC, L'Ofev et l'ARE dans des conditions de discrétion extraordinaire, réglant dans les grandes lignes l'objet de la présente consultation. Nous réitérons nos protestations à l'égard de notre mise à l'écart systématique et n'acceptons pas qu'une antinomie aussi grossière puisse être déclarée conforme au droit fédéral.	
113	WWF	Die Festlegung eines Bedarfs von 2 Mio t/a auf unbestimmte Zeit ist nicht nachhaltig, da unbekannte Entwicklungen nicht berücksichtigt werden (jährlich schwankende Bedarfsmengen). Es müsste eher langfristig von einer Reduktion des Bedarfs ausgegangen werden. Es ist unklar wie weit Recycling mitberücksichtigt worden ist. Dem Anliegen konnte gerecht werden, indem im Grundsatz eine zeitliche Abstufung der Gesamtabbaumenge oder die Pflicht zur periodischen Überprüfung und Anpassung verankert würde.	
114	WWF	Es befremdet, dass die Umweltorganisationen am Runden Tisch nicht eingeladen waren. Es wird eine objektive und unabhängige Studie gefordert, welche den Bedarf zuverlässig und nachvollziehbar feststellt (inkl. Recycling von Strassenbelägen, Bedarf aus Steinbrüchen im grenznahen Ausland). Es ist auch unklar wie und durch wen festgelegt wird, ob die jährliche Abbaumenge garantiert ist, bzw. wer vorgängig definiert wie viel jeder Steinbruch voraussichtlich liefern kann. Die Umweltverbände sind in diesen Prozess einzubeziehen.	
115	WWF	Konkretisierung der Aussage „lange und umweltbelastende Transportwege sind zu vermeiden“ im Sinne, dass es keinen Bezug aus Übersee geben darf und der Transport mit der Bahn erfolgen soll.	Neu wurde im Grundsatz 3 die Anforderung an einen Bahnanschluss verankert.
116	WWF_VD	La détermination d'un besoin annuel de 2 millions de tonnes pendant une durée indéterminée ne répond nullement à un „développement soutenable à long terme“. Cette hypothèse est à rejeter.	
117	Parti libéral	Cet approvisionnement extérieur poserait d'ailleurs un certain nombre de problèmes au niveau de la logistique à mettre en œuvre. Si le matériau brut est meilleur marché, les ruptures de charges liées aux multiples transbordements sur des systèmes de chargements et de transports peu compatibles, ne permettrait pas de réaliser les économies souhaitées. Une exploitation de proximité telle que défendue par le projet limite de façon optimale les transports et ménage dans toute la mesure du possible les sites à protéger.	

Principe 2 : intérêt national lié aux sites d'extraction

118	AR	Hartgesteine stellen einen unverzichtbaren Bestandteil im Strassenbau dar. Die Grundsätze beziehen sich nur auf das Strassenetz von nationaler Bedeutung, es ist aber auch wichtig, dass für die Kantons- und Gemeindestrassen, die Versorgung gesichert ist.	Die Kantonsstrassen sind im Bedarf von 800'000 t/a Deckbeläge enthalten.
119	BE	Zustimmung	
120	GR	Die Schwellenwerte für einen Standort von nationalem Interesse sind regional nach der Topografie und Netzdichte zu differenzieren: Für den Alpenraum mit einer geringeren Netzdichte und weiten Wegen sind die Schwellenwerte tiefer anzusetzen (kurze Transportwege).	Die Schweiz ist für eine Unterteilung in Versorgungsregionen zu klein. Der Schwellenwert für Bahnschotter wurde zudem absichtlich nicht allzu hoch angesetzt, dass auch

			kleinere Standorte mit einer hohen Bahnschotterproduktion nationale Bedeutung erlangen können.
121	SH	Eine ungeschmälerete Erhaltung eines BLN-Gebietes ist nicht möglich, wenn Hartgesteine abgebaut werden. Nur die Interessenabwägung kann zeigen, welche nationalen Ziele im konkreten Fall höher gewichtet werden sollen. Antrag: Abschnitt 1 streichen.	Im Abschnitt 1 des Grundsatzes 4 wurde präzisiert, dass es bei der ungeschmälereten Erhaltung um die Überprüfung der BLN-Schutzziele geht.
122	ZG	Mindestgrösse ist unzweckmässig, da dies grosse Anlagen und damit grosse Eingriffe in die Landschaft fördert. Mit einer begrenzt grösseren Anzahl kleinerer Anlagen könnten negative Auswirkungen minimiert werden. Grundsatz sollte überarbeitet (kleinere Minimalgrösse) oder gestrichen werden.	Auch kleine Steinbrüche verursachen grosse Eingriffe in das Landschaftsbild. Mit wenigen grossen Steinbrüchen werden die Eingriffe insgesamt minimiert.
123	Chgemeinden	Es ist zu prüfen, ob das nationale Interesse allein aus der Definition der „jährlichen Produktion“ abgeleitet werden kann, da auch kleinere Steinbrüche an optimaler Lage einen Beitrag an die nationale Versorgung leisten können. Die Konzentration auf einige wenige Standorte steht im Widerspruch zu den Grundsätzen 3 und 5.	Es wurde im Text (Erläuterung) ergänzt, dass die jährliche Produktion das langjährige Mittel wiedergeben muss.
124	Chgemeinden	In der Praxis wird es kaum möglich sein, für Abbauvorhaben in BLN-Gebieten den Nachweis von Alternativstandorten zu erbringen. Es wird beantragt, das Erfordernis auf die Prüfung von Alternativstandorten auf die Praktikabilität zu überprüfen.	Nach dem Bundesgerichtsentscheid zu Arvel sind ohnehin Alternativen ausserhalb der BLN zu prüfen.
125	Chgemeinden	Der dritte Satz suggeriert, dass sämtlicher Abbau der verbleibenden Hartgesteinsvorkommen in Konflikt mit den Zielen von BLN-Gebieten steht und ist deshalb zu streichen.	Der Satz, dass zahlreiche Hartsteinbrüche BLN-Objekte betreffen, ist neutral formuliert.
126	EVRO	Der Widerspruch, dass auch kleinere Hartsteinbrüche mit Produktionsmengen von weniger als 200'000 t/a von nationalem Interesse sind, falls sie Bahnschotter herstellen, ist zu beheben. An der zitierten Stelle der Erläuterungen ist die Aussage eines nationalen Interesses an kleineren oder mittelgrossen Hartsteinbrüchen in Einklang mit dem Grundsatz 2 auf die Herstellung von Bahnschotter begrenzt wird.	Die Umfrage über die Abbaumengen hat gezeigt, dass die Grössenordnung von 30'000 t/a für Bahnschotter sinnvoll ist.
127	EVRO	Den Kriterien für ein nationales Interesse kann gefolgt werden jedoch mit dem Hinweis, dass sie eher nach oben als nach unten korrigiert werden dürfen.	Kriterien wurden nicht geändert.
128	bauenschweiz	Der alternative Schwellenwert von 5% bzw. 200000 t/a wird begrüsst. Es wird jedoch aus Gründen der Gleichbehandlung auch ein Schwellenwert (wie für den Bahnschotter) für das benötigte Material für den Bau- und Unterhalt des Strassennetzes verlangt. Zudem sollte ein nationales Interesse bereits bei einer zumindest überkantonalen Bedeutung des Abbaustandortes angenommen werden.	Im Gegensatz zu Split für Deckbelege können nicht alle Hartsteinbrüche Bahnschotter 1. Qualität produzieren. Deshalb wird ein Schwellenwert für Bahnschotter vorgegeben. Für Split ist dies nicht notwendig.
129	FRS	Es fragt sich, warum der Grundsatz 2 das nationale Interesse eines Abbaustandorts explizit von einer jährlichen Produktion (5%) des schweizerischen Bedarfs an Bahnschotter abhängig macht, hingegen eine entsprechende Angabe für das Stassennetz fehlt. Aus Gründen der Gleichbehandlung ist auch ein entsprechender Schwellenwert das Strassennetz festzuschreiben.	
130	FSKB	Neuer Text: „Ein Abbaustandort ist von nationalem Interesse, wenn mit seiner jährlichen Produktion auch Baustellen ausserhalb des Kantons nachhaltig versorgt werden können.“ Bedeutung hängt von mehr als nur vom Ausstoss ab, ausserdem sind Werte willkürlich.	Auch kleinere Abbaustandorte versorgen ein grösseres Gebiet. Deshalb kann dieses Kriterium nicht als Grundlage für das nationale Interesse verwendet werden.
131	RhB	Die angegebenen 30'000 t/a dürfte nur von der SBB und BLS erreicht werden. Dezentrale Standorte werden keine Chance haben, als von nationalem Interesse eingestuft zu werden.	Auch kleinere Bahngesellschaften können von grösseren Produktionsmengen

			profitieren, indem die Produktionskosten tendenziell sinken und die Lieferbereitschaft steigt.
131	Pronatura_SG	Bedarf an Hartgesteinen wird mittelfristig eher zurückgehen, da die grossen Eisenbahn- und Strassenbauvorhaben realisiert sind und könnte mit einer zwingenden Vorschrift zum Recycling reduziert werden.	Es gibt auch Hinweise dafür, dass der Hartgesteinsbedarf in Zukunft eher steigen wird.
132	Pronatura_VD	Si une carrière de roches dures doit être considérée d'importance nationale, c'est à la condition qu'elle puisse alimenter au moins 10 à 15 % des besoins nationaux. En deçà, il s'agit uniquement de besoins régionaux, ne permettant aucune interférence avec un site protégé d'importance nationale.	La valeur seuil de 10 %, soit 200 000 t/a, est déjà élevée ; les carrières de roches dures de Suisse qui peuvent y satisfaire sont peu nombreuses. Une augmentation n'est pas justifiée.
133	FP	L'intérêt national ne peut être reconnu qu'à partir de 10% des besoins pour le ballast et 20% pour la roche dure.	
134	WWF	Eine prozentuale Festlegung ist ausreichend, wobei unklar ist, auf welchen sachlichen Kriterien sie beruht und nicht zu tief angesetzt ist. Nur grosse Steinbrüche durch Anlass geben zu einer Beeinträchtigung von BLN-Objekten. Die ENHK ist anzuhören.	Die Schwellenwerte 5% Bahnschotter 10% Brutto-Hartgesteinproduktion basieren auf Erfahrungswerten gemäss Umfragen.
135	WWF	Die Festlegung muss zusätzlich zum jährlichen Abbauvolumen an das Gesamtabbauvolumen gekoppelt werden. Ein Abbauvolumen von 7 Mio t hat das Bundesgericht im Entscheid zu Campiun klar keine nationale Bedeutung beigemessen.	Es wurde im Text (Erläuterung) ergänzt, dass die jährliche Produktion das langjährige Mittel wiedergeben muss.
136	WWF	Die Umschreibung der nationalen Bedeutung ist mithin um den Nachweis zu erweitern, dass es sich um einen Abbaustandort ausserhalb der BLN-Objekte handelt.	Hartsteinbrüche können auch innerhalb des BLN von nationaler Bedeutung sein. In solchen Fällen ist eine Interessenabwägung gemäss Grundsatz 4 notwendig.
137	WWF_VD	La détermination de quantités en valeur absolue n'est guère pertinente dans la mesure où les données de base peuvent changer. Dans tous les cas, nous estimons que les valeurs de 5 et 10 % sont trop basses étant donné le nombre de sites d'exploitation actuels et le potentiel exploitable (même hors sites IFP). Ces valeurs devraient être doublées.	Les valeurs seuils de 5-10 % sont déjà élevées ; les carrières de roches dures de Suisse qui peuvent y satisfaire sont peu nombreuses. Une augmentation n'est pas justifiée.

Principe 3 : ménager les paysages et les habitats sensibles

138	BE	Zustimmung	
139	OW	Die Versorgung mit Hartgestein ist über gemeinsame Grundsätze im Sachplan Verkehr mit anderen öffentlichen Interessen, insb. Schonung der Landschaft, Lebensräume und Wohngebiete abzustimmen.	Ist im Grundsatz 3 aufgenommen.
140	ZG	Ist Sache der Interessenabwägung im Richtplan- und Nutzungsplanverfahren und daher zu streichen	Der betreffende Grundsatz 6 ist für die Klärung des Vollzuges wichtig.
141	Ennetmoos Stansstad	<i>Bei der Standortwahl...sowie Wohngebiete weitgehend geschont werden.</i>	Der Begriff „Schonung“ ermöglicht bereits genügend Interpretationsspielraum
142	EVRO	Ergänzung dahingehend, dass bei der Standortwahl darauf zu achten ist, dass.....sowie Wohngebiete sowohl durch den Gesteinsabbau selbst, als auch durch die zugehörigen Anlagen und Einrichtungen zur Materialbearbeitung und - aufbereitung geschont werden.	aufgenommen
143	Sils	Grundsatz 3 ist bei der künftigen Standortwahl sehr wichtig.	
144	Walensee	Dem Schutz der Bevölkerung muss mindestens die gleiche Sorgfalt	Ist im Grundsatz 3 enthal-

		zukommen wie dem Natur- und Landschaftsschutz. Der Vorstand fordert, dass der Schutz der Bevölkerung vor Lärm und Staub durch Abbau, Umladen und Transport in die Sachplanergänzung einfließt und gleichwertig wirksam werden kann.	ten.
145	bauenschweiz	Ist Sache der Interessenabwägung im Richt- und Nutzungsplan und deshalb zu streichen bzw. wie folgt zu ändern: „ <i>bei der Standortwahl ist darauf zu achten, dass empfindliche Landschafts- und Lebensräume mit ihrer Vernetzung, sowie Wohngebiete weitgehend geschont werden.</i> “	Der betreffende Grundsatz 6 ist für die Klärung des Vollzuges wichtig. Der Begriff „Schonung“ ermöglicht bereits genügend Interpretationsspielraum.
146	FRS	Wie folgt zu ändern: „ <i>bei der Standortwahl ist darauf zu achten, dass empfindliche Landschafts- und Lebensräume mit ihrer Vernetzung, sowie Wohngebiete weitgehend geschont werden.</i> “	
147	FSKB	Streichen, denn Art. 1 RPG bietet für die natürlichen Lebensgrundlagen gebührend Schutz.	Grundsätze im Sachplan Verkehr müssen eine umfassende Betrachtungsweise anstreben.
148	infra	Wie folgt zu ändern: „ <i>bei der Standortwahl ist darauf zu achten, dass empfindliche Landschafts- und Lebensräume mit ihrer Vernetzung, sowie Wohngebiete weitgehend geschont werden.</i> “	Der Begriff „Schonung“ ermöglicht bereits genügend Interpretationsspielraum.
149	Pronatura	Zu allgemein, Begriff „bestmöglich geschont“ im Text aufnehmen	Der rechtliche Handlungsspielraum ist durch Art. 18 NHG zu den Lebensräumen und Art. 1 RPG vorgegeben. Eine weitere Präzisierung ist nicht notwendig. Ist im Grundsatz 3 aufgenommen.
138	BE	Zustimmung	
139	OW	Die Versorgung mit Hartgestein ist über gemeinsame Grundsätze im Sachplan Verkehr mit anderen öffentlichen Interessen, insb. Schonung der Landschaft, Lebensräume und Wohngebiete abzustimmen.	
152	FP	Le principe no 3 est une recommandation vide de sens si le principe no 4 est maintenu dans sa teneur. Il est impossible de veiller à ménager un site sensible autrement qu'en renonçant à extraire des matériaux pierreux.	Ein Hartgesteinsabbau kann in BLN-Gebieten nicht vollkommen ausgeschlossen werden.

Principe 4 : rapport à l'IFP

153	AG	Absatz 1: Die Interessenabwägung wird bereits vorweggenommen. Es ist nicht klar, wie ein Hartgesteinsabbau im BLN-Gebiet möglich sein kann, wenn das betreffende Gebiet ungeschmälert erhalten bleiben muss. Absatz 1 ist als offenerer Lösung bei geringeren Beeinträchtigungen so zu formulieren, dass im Gegensatz zu Absatz 2 geringere Anforderungen in der Interessenabwägung gelten (insb. kein absolutes Erfordernis, dass als Voraussetzung Standorte ausserhalb der BLN-Objekte nicht möglich sind). Evtl. kann bei regionalen Alternativen eine Einschränkung erfolgen. Antrag: Abs. 1 ist offener zu formulieren.	Ein Hartgesteinsabbau kann in BLN-Gebieten nicht ausgeschlossen werden. Die Formulierung im Grundsatz 4 wurde präzisiert, dass die Schutzziele des BLN-Objektes ungeschmälert erhalten bleiben müssen.
154	AG	Absatz 2: Rechtlicher Widerspruch zu Art. 6 NHG, der keine „schwerwiegende“ Beeinträchtigung erlaubt, Antrag Gesetzeskonform umformieren.	umformuliert.
155	AR	Das im Grundsatz 4 formulierte Vorgehen ist zu wenig konkret, es fehlt eine klare Aussage, wie im Konfliktfall vorzugehen ist	In den Erläuterungen unter Ziff. 2 ist das Vorgehen ausgeführt.
156	BE	Abbauvorhaben werden in jedem Fall im Widerspruch zur ungeschmälerten Erhaltung der BLN-Gebiete stehen. Inwieweit ein Abbauvorhaben in einem BLN-Gebiet zulässig ist, kann nur in der einzelfallweisen Interessenabwägung geschehen. Die besondere Bedeutung der Hartgesteins-Abbaustellen kann dabei mit den Grundsätzen 1 und 2 gestärkt werden. Die Bedingung, dass Abbaustandorte nur innerhalb von BLN-Gebieten zulässig sein sollen, wenn keine Standorte ausserhalb möglich sind, ist richtig.	Die Interpretation entspricht dem Grundsatz 4 und Ziffer 2 der Erläuterung.
157	GR	Formulierung ist einseitig auf das BLN ausgerichtet. Auch in BLN-Gebieten ist eine Interessenabwägung notwendig. Die Aussage,	Der Grundsatz 4 entspricht Art. 6 NHG sowie der heu-

		dass Hartsteinbrüche zulässig seien, wenn das betroffene BLN-Gebiet ungeschmälert erhalten bleibt, ist realitätsfremd. Antrag: der erste Satz streichen.	tigen Praxis bzgl. des Umgangs mit den BLN-Objekten (s. Erläuterungen Ziff. 2).
158	VS	Le principe 4 est insatisfaisant. La formulation „L'extraction de roche dure autorisée si l'objet IFP est conservé intact » devrait être biffée. L'impact d'une intervention dans un objet IFP doit être examiné cas par cas, selon la législation en vigueur et selon la jurisprudence.	
159	ZG	Absatz 1 ist wie folgt abzuändern: In Landschaften, die im BLN aufgeführt sind, ist ein Hartgesteinsabbau zulässig, wenn das betreffende BLN-Objekt ungeschmälert weitgehend erhalten bleibt. Absatz 2: Neue oberirdische Abbauvorhaben (...) einer umfassenden Interessenabwägung zulässig. Dabei ist auch aufzuzeigen, dass für die nationale Versorgung der Standort innerhalb des BLN-Gebietes notwendig ist. Um die langfristige Sicherung (...). Bezüglich der Standortevaluation ausserhalb der BLN-Perimeter könnte präzisiert werden, wer innert welcher Frist diese Evaluation vorzunehmen hat.	Die Formulierung im Grundsatz 4 wurde präzisiert, dass die Schutzziele des BLN-Objektes ungeschmälert erhalten bleiben müssen. Angaben zur Evaluation gehören nicht in den Grundsatz.
160	ZH	Antrag; Grundsatz 4 durch eine ausgewogene Regelung ersetzen, welche sowohl den Anforderung an den sparsamen Umgang mit dem nur begrenzt vorhandenen Rohstoff Hartgestein wie auch präzise Kriterien für eine allfällige Inanspruchnahme von BLN-Gebieten enthält.	Der Grundsatz 4 entspricht Art. 6 NHG sowie der heutigen Praxis bzgl. des Umgangs mit den BLN-Objekten.
161	Ennetmoos Stansstad	In Landschaften, ...wenn das betreffende BLN-Objekt weitgehend ungeschmälert bleibt	
162	EVRO	Absatz 2: Der zweite Satz ist dahin zu ergänzen, dass nicht nur eine frühzeitige Evaluation von Standorten ausserhalb der BLN-Perimeter, sondern auch von Standorten mit unterirdischen Abbau-möglichkeiten notwendig ist.	Der unterirdische Abbau eignet sich nicht für die Herstellung von Bahnschotter 1. Klasse.
163	bauenschweiz	Absatz 1 ist abzuändern: „In Landschaften, die im BLN aufgeführt sind, ist ein Hartgesteinsabbau zulässig, wenn das betreffende BLN-Objekt ungeschmälert weitgehend erhalten bleibt. Absatz 2: Neue oberirdische Einer umfassenden Interessenabwägung zulässig. Dabei ist auch aufzuzeigen, dass für die nationale Versorgung der Standorte innerhalb des BLN-Gebietes notwendig ist. Um die... Bezüglich der Evaluation der Standorte ausserhalb der BLN-Perimeter sollte präzisiert werden, wer innert welcher Frist diese Evaluation vorzunehmen hat.	Die Formulierung des Grundsatzes 4 entspricht Art. 6 NHG sowie der heutigen Praxis bzgl. des Umgangs mit den BLN-Objekten. Angaben zur Evaluation gehören nicht in den Grundsatz.
164	FRS	Abzuändern: „In Landschaften, die im BLN aufgeführt sind, ist ein Hartgesteinsabbau zulässig, wenn das betreffende BLN-Objekt ungeschmälert weitgehend erhalten bleibt.	
165	FSKB	4a; neuer Text: „...zulässig, wenn dem Objekt bestimmte gleich- oder höherwertige Interessen entgegenstehen.“ Entwurf widerspricht Art. 6 Abs. 2 NHG 4b; streichen. Für regionale Versorgung kann Standort innerhalb eines BLN-Gebietes sinnvoll sein, wenn sich dadurch z.B. lange Transportwege verhindern lassen.	
166	infra	Abzuändern: „In Landschaften, die im BLN aufgeführt sind, ist ein Hartgesteinsabbau zulässig, wenn das betreffende BLN-Objekt ungeschmälert weitgehend erhalten bleibt.	
167	pronatura	Die Passagen, die im NHG vorgeschrieben sind, erübrigen sich. Im zweiten Abschnitt ist ein Zeitpunkt für den Abschluss der „frühzeitigen Evaluation“ festzulegen. Es muss festgehalten werden, dass die Erweiterung bestehender Hartsteinbrüche ab diesem Zeitpunkt nur mehr zulässig sind, wenn die längerfristige Versorgung aufgrund der Evaluation nicht mehr gesichert ist. Der letzte Abschnitt steht im Widerspruch zum geltenden Recht und ist ersatzlos zu streichen.	Angaben zur Evaluation gehören nicht in den Grundsatz. Der letzte Abschnitt wurde aus dem Grundsatz entnommen.
168	Pronatura_SG	Schwerwiegende Beeinträchtigungen von BLN-Gebieten sind unzulässig. Es ist nicht bekannt, welche Vorkommen ausserhalb der	Ein Hartgesteinsabbau kann in BLN-Gebieten nicht

		BLN-Gebiete vorkommen, trotzdem wird im Sachplan bereits davon ausgegangen, dass diese nicht ausreichen werden. Die Evaluation wird eine Farce.	ausgeschlossen werden.
169	Pronatura_VD	L'affirmation qu'à court ou moyen terme l'approvisionnement national en roches dures ne peut pas être entièrement assuré sans l'ouverture de nouvelles carrières ou sans l'extension de carrières existantes dans des sites IFP est contestée.	Die Feststellung steht im Widerspruch mit den Umfrageergebnissen.
170	FP	La troisième phrase du principe no 4 est une affirmation prématurée tant que tous les potentiels existants et futurs hors des sites IFP n'auront pas été analysés.	Der dritte Abschnitt wurde aus dem Grundsatz entnommen.
171	WWF	Der erste Abschnitt erübrigt sich. Im zweiten Abschnitt wird die Suche nach Alternativen ausserhalb der BLN-Objekte begrüsst. Die Aufnahme als eigenen Grundsatz Nr. 4 ist jedoch nicht sachgerecht, da damit die nationale Bedeutung konkretisiert wird. Es wird beantragt, die Festlegung der nationalen Bedeutung um den Nachweis zu erweitern, dass keine Abbau-standorte ausserhalb von BLN-Objekten möglich sind. Der Zeitpunkt, wann die Evaluation abgeschlossen werden muss, ist festzulegen. Der letzte Abschnitt steht im Widerspruch zum geltenden Recht und ist ersatzlos zu streichen.	Ein Hartgesteinsabbau kann in BLN-Gebieten nicht ausgeschlossen werden. Angaben zur Evaluation gehören nicht in den Grundsatz. Der dritte Abschnitt wurde aus dem Grundsatz entnommen.
172	WWF_VD	Refusé. La première phrase est dénuée de sens. La seule manière de protéger une zone IFP est de renoncer à l'activité d'extraction dans les carrières qui s'y trouvent. Par ailleurs, il est prématuré d'affirmer que l'exploitation d'une carrière dans un périmètre IFP est indispensable avant même que l'on ait établi un inventaire des ressources.	
173	BVKSG Sevelen, Holcim	Précisions suivantes : « Dans les paysages inscrits à l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP), l'extraction de roches dures est autorisée si l'objet IFP est conservé intact <u>ou en tout cas ménagé le plus possible, y compris au moyen de mesures de reconstitution ou de remplacement adéquates.</u> » Il faut en conséquence également rappeler le texte du chiffre 2.	Les explications (chiffre 2) décrivent la gestion des mesures de reconstitution et de remplacement.

Principe 5 : Autres aspects

174	BE	Accepté.	
175	ZG	Pas nécessaire, puisque c'est l'objet de la planification directrice et des plans d'affectation (cf. principe 3).	Le principe 5 est important, car le plan sectoriel doit tendre à une conception complète.
176	constructionsuisse	Pas nécessaire, puisque c'est l'objet de la planification directrice et des plans d'affectation.	
177	ASGB	Supprimer. L'art. 1 LAT apporte la protection voulue aux bases naturelles de la vie.	
178	pronatura	Peu utile, devrait être concrétisé en précisant qu'une desserte suffisante doit être garantie par un raccordement ferroviaire.	
179	FP	Rien de neuf par rapport aux dispositions légales actuelles.	
180	Pronatura_SG	L'obligation d'un raccordement ferroviaire fait défaut.	
181	WWF	A concrétiser en précisant qu'une desserte suffisante doit être garantie par un raccordement ferroviaire.	Intégré dans le principe 3.

Principe 6 : référence au guide de planification

182	BE	Accepté.	
183	AG	Les instruments de planification ne doivent pas devenir contraignants par le truchement d'un plan sectoriel. Supprimer ce principe.	Le principe a été supprimé.
184	GR	Le caractère contraignant du guide de planification ne doit pas être encore accentué par le plan sectoriel. Supprimer le principe.	
185	SH	Les instruments de planification ne sauraient constituer un principe. Proposition : supprimer le principe.	
186	ZG	Les instruments de planification ne doivent pas devenir contraignants par le truchement d'un plan sectoriel. Supprimer ce prin-	

		cipe.	
187	constructionsuisse	Supprimer, car inutile.	
188	ASGB	Supprimer. Ce principe est inutile, car l'instrument de planification remplit une fonction d'appui.	
189	FP	Rien de neuf par rapport aux dispositions légales actuelles.	
190	ACS	Proposition de mentionner l'exigence de renaturation.	Repris dans le principe 3.

Principe 7 : planification directrice des cantons

191	BE	Kant. Richtplan ist das geeignete Umsetzungsinstrument, ergänzend sollte der Bund ein Monitoring für die Produktion bzw. die bewilligten Produktionskapazitäten aufbauen und den nachgelagerten Vollzugsbehörden zur Verfügung zustellen, um beurteilen zu können, ob es noch zusätzliche Abbaustandorte im nationalen Interesse braucht.	Im Grundsatz 7 aufgenommen, der eine periodische Überprüfung der Hartgesteinsversorgung verlangt.
192	BE	Um die Transportdistanzen zu optimieren, sollte der Versorgungsraum Schweiz in Teilräume unterteilt werden.	Die Schweiz ist zu klein für eine Unterteilung in Versorgungsgebiete
193	OW	Entsprechend grosse Vorhaben müssen im Kanton OW im kant. Richtplan eingetragen werden. Es ist Aufgabe der Nachfragenden oder Unternehmenden die Wirtschaftlichkeit und Verträglichkeit der Standorte abzuklären und rechtzeitig auf die Standorte hinzuwirken.	
194	TG	Die Grundsätze sind in den kantonalen Planungsinstrumenten (Richt- und Nutzungspläne) aufzunehmen. Die Koordination unter den Kantonen muss wie vorgesehen über die betroffenen Bundesstellen sichergestellt werden.	
195	bauenschweiz	einverstanden	
196	WWF	Ergänzung mit folgendem Passus: „Bei Abbauprojekten in BLN-Gebieten sind die beschwerdeberechtigten Organisationen mit einzubeziehen.“	Die Mitwirkung der Betroffenen (dazu zählen auch die Umweltorganisationen) ist in den Erläuterungen (Schluss von Ziff .1) festgehalten.
197	pronatura	Ergänzung mit folgendem Passus: „Bei Abbauprojekten in BLN-Gebieten sind die beschwerdeberechtigten Organisationen mit einzubeziehen.“	

Carte

198	BVKSG, Sevelen, Holcim	Die Potenzialkarte „Verkehrsinfrastruktur und Rohstoffversorgung“ ist im Bereich Sevelen/Campiun mit dem Hinweis „Region mit einem grossen Hartsteinbruch“ zu versehen.	Die entsprechende Abbildung wurde gestrichen.
-----	------------------------	---	---

3. Explications

3.1 Approvisionnement en roches dures

199	AVGD, FPV	Nous avons aussi relevé une relative contradiction dans les commentaires lorsqu'il est fait mention qu'il est de la responsabilité des entreprises privées de réaliser des planifications concrètes d'approvisionnement en roches dures, alors même que la législation en vigueur, plus particulièrement la LPN impose des contraintes telles qu'il devient tout simplement impossible à ces mêmes entreprises de programmer quoi que ce soit de manière réaliste.	Toute planification comporte des conditions-cadre qui déterminent le mandat.
200	FP	Nous contestons la fiabilité des données forfaitaires sur l'approvisionnement actuel et futur en roches dures, qui émanent systématiquement de la branche intéressée. Tant les chiffres « convenus » autour de la table ronde de 2003 que ceux qui servent d'argumentation au projet du 18.3.2008 sont issus d'enquêtes auprès des entreprises ou de leur association faïtière ; Les cantons eux-mêmes fournissent les données qu'ils obtiennent des entreprises. Dans ces conditions une analyse objective et impartiale de la situation nous paraît indispensable.	Die Grundlage des Runden Tisches, welche Basis für den Bedarf von 2 Mio t/a ist, soll zugänglich gemacht werden. Die Grundlagen zur Hartgesteinsversorgung soll zudem periodisch überprüft werden (neuer Grundsatz 7).
201	FP	Les informations publiées par les entreprises sur leurs sites Internet diver-	Der Standort Arvel wird in

		gent de celles inscrites à la figure 1. Exemple : Balmholz indique une extraction de 250'000 t par an. L'affirmation que « les travaux de carrières de Zingel et Arvel » est également contestable. Le second cas (Arvel) n'est pas reporté sur la carte des potentiels du canton de Vaud consultable sur le site Internet de l'ARE.	der Potenzialkarte ergänzt.
202	WWF	Bei einer Anpassung der Grundsätze 1 und 2 sind auch die Erläuterungen zur Gesamtabbaumenge anzupassen. Die im Ausland zu beziehenden fehlende Menge sollte ebenfalls gewisse Umwelt- und Naturschutzgrundsätze einhalten.	Es wurden nicht nur die Grundsätze sondern der ganze Text so weit als notwendig angepasst.

Figure 1

203	FR	Sur votre carte des gisements potentiels, nous ne constatons pas de conflit apparent par rapport aux contraintes cantonales (à première vue et sous réserve de toutes procédures à venir).	
204	GR	Entweder gibt es eine Hinweiskarte mit allen Steinbrüchen, welche massgebliche Hartgesteine für das Grund- und Ergänzungsnetz (Strasse und Schiene) liefern, oder es wird auf eine Hinweiskarte verzichtet. Eine Gesamtübersicht kombiniert mit den abbaubaren Volumen könnte die Versorgungssicherheit bedeutend besser nachweisen. Antrag: Alle Standorte, bestehende und geplante mit einer „Festsetzung“ im kant. Richtplan, sind in der Hinweiskarte aufzunehmen.	In der Hinweiskarte befinden sich alle grösseren Hartsteinbrüche, welche in Betrieb sind.
205	GR	Antrag: Ergänzen, dass es sich in Sils i.D. (Campi) um die letzte Abbaustufe (Abschluss 2020) handelt.	Wurde ergänzt
206	Sils	Aufnahme des Abbaugebiets in der Karte ist weniger wichtig, als dass nach dem Ablauf der Frist von 15 Jahren kein Abbau mehr erfolgt.	
207	GR	Antrag: Der Steinbruch Farriola (Gemeinde Filisur) ist als Hartsteinbruch von nationalem Interesse im Sachplan aufzunehmen.	Es werden nur Standorte in der Hinweiskarte aufgenommen, wenn sie die Kriterien gemäss Grundsatz 2 erfüllen. Es ist erfreulich, dass sich der Steinbruch Farriola im Präqualifikationsverfahren befindet. Falls das Verfahren erfolgreich ist und keine Konflikte bestehen, kann die Hinweiskarte nach Bedarf angepasst werden.
208	GR	Antrag: Regionale Hartsteinbrüche können als Zulieferer von Bahnschotter im Alpenraum von nationalem Interesse sein (z.B. „Crasatscha“, Gemeinde Zerneß und „Motta da Miralga“, Gemeinde Brusio) sind zu berücksichtigen.	
209	ARGE_ELA	Steinbruch Farriola ist in die Liste der Abbaustandorte von nationalem Interesse aufzunehmen. Die jährliche Ausbeute beträgt 70'000 t, welcher vor allem als Schotter abgesetzt wird. Obwohl Quarzporphyr nicht zu den Allgemeinen bekannten lithologisch geeigneten Schichten gehört, eignet er sich ausgezeichnet für die Herstellung von Bahnschotter 1. Qualität. Das Gesamtvolumen umfasst 30 Mio t.	Es werden nur Standorte in der Hinweiskarte aufgenommen, wenn sie die Kriterien gemäss Grundsatz 2 erfüllen.
210	Mittelbünden	Antrag: Steinbrüche Farriola und Marmorera in die Liste der Abbaustandorte von nationaler Bedeutung aufnehmen.	Es werden nur Standorte in der Hinweiskarte aufgenommen, wenn sie die Kriterien gemäss Grundsatz 2 erfüllen.
211	SG	Der Steinbruch Starkenbach ist nicht in der Lage Hartgestein abzubauen. Unseres Wissens liefert der Steinbruch Attinghausen den grössten Teil der in der Ostschweiz verwendeten Hartgesteine, was mit relativ langen Transportwegen verbunden ist.	Wurde gestrichen.
212	Toggenburg	Von Bedeutung in der Region ist einzig der Steinbruch Starkenbach (Gemeinden Stein, Alt. St.Johann) Auf eine vertiefte Darstellung wird verzichtet, da der Kanton Betreiber ist. Aufgrund unserer Abklärungen müsste der Steinbruch Starkenbach im Sachplan Verkehr aufgenommen werden.	

3.2 Planification directrice cantonale et plans d'affectation

213	WWF	In der Voranfrage sollte eine Voranfrage auch bei den beschwerdeberechtigten Verbänden empfohlen werden.	Eine entsprechende generelle Empfehlung dürfte umstritten sein.
-----	-----	--	---

4. Site d'Arvel

214	VD	La carrière d'Arvel se situe en périmètre IFP, mais à l'extrémité de	On a pris connaissance des
-----	----	--	----------------------------

		celui-ci, dans un secteur qui n'est pas exempt d'autres atteintes paysagères, notamment par la présence des bâtiments de la zone artisanale et commerciale.	remarques. Il appartient au canton, dans le cadre de la planification concrète, de prendre en compte les préoccupations exprimées.
215	VD	Le projet d'extension envisagé „en puits ou dent creuse“ est de nature à réduire de manière significative les nuisances par rapport au mode d'exploitation actuelle et permettra au terme de l'exploitation une remise en état soignée du site.	
216	Pronatura_VD	La région peut sans difficulté être alimentée durablement par la carrière de Choex, sans péjorer encore le paysage haut-lémanique par les carrières d'Arvel. Les centaines de milliers de touristes visitant Montreux ou le château de Chillon, ne valent-ils pas les seuls intérêts économiques d'un carriériste ?	
217	Parti libéral	La planification nationale précitée donnera au canton la base légale lui permettant de délivrer une nouvelle autorisation d'exploiter, exploitation indispensable pour le canton qui a la chance de disposer sur son sol d'une carrière de proximité.	
218	P1, P2, P5, P7, P8, SOS-Arvel	C'est le panorama et ce site IFP du Haut-Léman qui sont d'importance nationale, tant au niveau économique que de celui de la protection de l'environnement et de la nature. Par contre, le ballast d'Arvel peut être remplacé. D'autant plus que l'exploitant ne fournit que 9 à 10% des besoins.	
219	P11	A l'époque de la mondialisation des marchés, ou toute notre économie dépend totalement de l'importation de pétrole, gaz, blé et tant d'autres choses, il semble absurde de mettre en danger le tourisme de notre pays qui en est un des grands piliers économiques en sacrifiant ce paysage magnifique autour du Château de Chillon rien que pour extraire du ballast. Des pays moins intéressants du point de vue touristique et moins densément peuplés se prêtent sans doute mieux à la production d'un matériau de si peu de valeur. Même si le paysage grandiose qui forme le décor de Chillon a malheureusement déjà beaucoup souffert de ces grandes balafres taillées dans la montagne par les carrières d'Arvel, il pourrait encore être sauvé.	
220	P1, P3, P4, P6	Soyez lucides et honnêtes politiquement et planifiez l'approvisionnement du Canton en gravier en utilisant des sites non ou très peu dommageable pour poursuivre et étendre l'activité de carrières.	
221	P9, P10	Le ballast d'Arvel n'est pas indispensable; on trouve des roches de qualité équivalente ailleurs, en quantité plus que suffisante pour couvrir les besoins (~ 50'000 t/an) fournis par les carrières d'Arvel. Alors respectons un des plus beaux paysages de Suisse et planifions l'approvisionnement de nos besoins en conséquence.	
222	P12	C'est le panorama et ce site IFP du Haut-Léman qui sont d'importance nationale. Par contre, le ballast d'Arvel peut être remplacé.	

5. Autres

223	FR	Nous pensons qu'ils ne nous sera pas nécessaire d'intégrer un contenu spécifique à notre plan directeur cantonal suite à vos travaux.
224	Ennetmoos Stansstad	Bezogen auf den Steinbruch Rüti geht die Gemeinde davon aus, dass die bereits erteilte generelle Bewilligung und die Abbaubewilligung der weiteren Etappen von den Grundsätzen des Sachplans Verkehrs nicht betroffen sind.
225	Ennetmoos Stansstad	Falls im BLN-Konzept Nidwalden unter dem Begriff „Rohstoff Kies“ nicht auf „felsgebrochenes Material aus Steinbrüchen“ gemeint ist, müsste dies noch präzisiert werden.
226	Monthey	Der Steinbruch Famsa steht in keinem Konflikt mit einem BLN-Objekt.